



Note partenariale d'informations

Mesures de soutien et d'accompagnement
pour les entreprises et les salariés

Nouveautés surlignées en jaune

Généralités

Les ministres Christophe Béchu, Agnès Pannier-Runacher et Olivia Grégoire, ont lancé la **plateforme « Mission Transition Écologique »** à destination des TPE-PME ce mercredi 29 novembre. Pour simplifier leurs démarches, leur permettre de trouver les aides les plus adéquates à leur situation et lutter contre le non-recours à ces aides, les ministres présentent la nouvelle plateforme qui aiguillera plus facilement les dirigeants de TPE-PME et les accompagnera dans leur transition écologique. [Accès à la plateforme](#)

Le Gouvernement lance une **consultation publique** jusqu'au 20 décembre sur les modalités envisagées pour **garantir la protection, la stabilité et la prévisibilité des factures d'électricité** en France. Cela fait suite à l'extinction de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH), prévue au 31 décembre 2025. Cette nouvelle régulation de l'électricité nucléaire viendrait ainsi en remplacement de l'ARENH au 1er janvier 2026. L'objectif est de faire bénéficier aux particuliers comme aux entreprises de prix stables et proches des coûts de production de l'électricité en France. [Lien](#)

Dans le cadre des **Rencontres de la Simplification** annoncées par Bruno Le Maire le 24 août dernier, une grande consultation nationale est ouverte à compter du 15 novembre. L'objectif de cette consultation est d'identifier et de faire émerger les mesures concrètes de simplification qui semblent prioritaires pour les chefs d'entreprises des TPE et PME, au plus proche de leur quotidien et de leurs contraintes. [Lien](#) et [Rendez-vous sur make.org](#) pour participer à cette consultation.

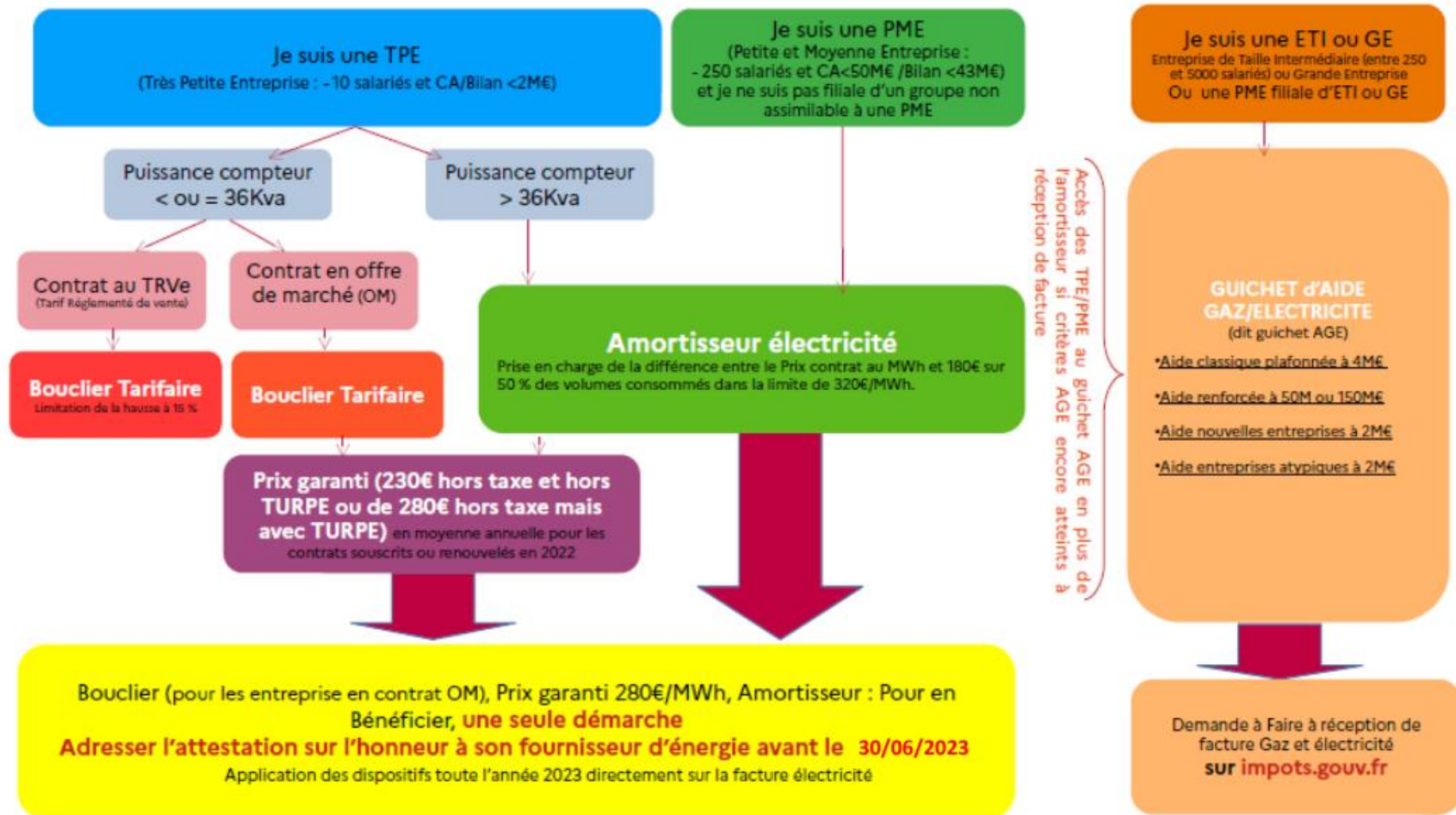
Le projet de loi de finances 2024, adopté par le Parlement le 11 octobre, intègre le financement des industries qui contribuent à la transition vers une économie décarbonée, une des quatre priorités du projet de loi relatif à l'industrie verte ([Projet de loi industrie verte : découvrir les 15 mesures | economie.gouv.fr](#)). Parmi les mesures, il est prévu la création d'un crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte (C3IV) pour inciter les entreprises à réaliser de nouveaux projets industriels dans quatre filières clés de la transition énergétique : les batteries, l'éolien, les panneaux solaires et les pompes à chaleur. Plus de détail : [Crédit d'impôt au titre des investissements en faveur de l'industrie verte \(C3IV\) | impots.gouv.fr](#).

SOMMAIRE

FOCUS ENERGIE	3
PARTIE 1 : EMPLOI	8
AIDE AU RECRUTEMENT	8
CONSEIL RH.....	9
PRET DE MAIN D'OEUVRE.....	9
EMPLOI DES JEUNES.....	9
APPRENTISSAGE ET PROFESSIONALISATION	10
TRANSITIONS COLLECTIVES.....	11
ACTIVITE PARTIELLE.....	11
FORMATION DES SALARIES	12
PARTIE 2 : ECONOMIE - FINANCES	13
PROJET D'INVESTISSEMENT	13
SECURITE ECONOMIQUE / CYBERSECURITE.....	21
ACCOMPAGNEMENT / CONSEIL.....	22
AIDES FINANCIERES LIEES A L'EXPLOITATION.....	24
AIDES LIEES AU FINANCEMENT – Fonds Propres et Quasi-fonds Propres	25
AIDES LIEES AU FINANCEMENT – Prêts et garantie.....	27
DISPOSITIFS FISCAUX ET SOCIAUX.....	31
PARTIE 3 : APPUI ET CONTACTS	32

FOCUS ENERGIE

Dispositifs de soutien des entreprises face à la hausse des coûts gaz/électricité EN SYNTHESE



Détail des mesures économiques

Pour rappel :

- [charte](#) de certains fournisseurs d'énergie qui comprend 25 engagements pour aider les consommateurs, entreprises et collectivités à faire face à la crise énergétique, jusqu'au 30 avril 2024.
- Publication de références indicatives de prix de l'électricité publiées par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) pour permettre notamment aux entreprises et collectivités de s'assurer que les offres de leurs fournisseurs sont compétitives et reflètent bien la réalité des coûts d'approvisionnement - [Page d'accueil - CRE](#). Et le [Guide de bonnes pratiques à l'intention des consommateurs professionnels pour leurs achats d'électricité et de gaz - CRE](#).
- Une « checklist » pédagogique afin de faciliter la prise de décision des entreprises dans le cadre du renouvellement de leur contrat de fourniture d'énergie. ([MAJ 04/10/2023](#))

Pour soutenir les entreprises, collectivités et associations touchées par la hausse des prix de l'énergie, le Gouvernement a mis en place différents dispositifs d'aide. Tour d'horizon des aides disponibles sur le [site economie.gouv.fr](http://site.economie.gouv.fr) (dont des pages internet détaillées et spécifiques pour les [boulangers](#), pour les [TPE/PME](#) et pour les [ETI/GE](#)) reprises ci-dessous :

Concernant les factures de gaz, électricité, chaleur et froid :

- **Guichet d'aide au paiement (ex guichet « énergo-intensif ») – 2022 et 2023**

Le décret n° 2022-967 du 1er juillet 2022, modifié par le [décret n° 2022-1575 du 16 décembre 2022](#) institue une aide spécifique d'aide au paiement des factures d'énergie en faveur des TPE hors bouclier tarifaire, PME, ETI, GE, pour 2022 et 2023.

Le [décret n° 2023-189 du 20 mars 2023](#) a ajouté de nouvelles catégories de bénéficiaires à l'aide d'urgence gaz électricité pour : pour « les nouvelles entreprises », « les cas atypiques », « les personnes morales de droit public exerçant une activité économique », et, précisé l'articulation entre l'amortisseur électricité et les boucliers collectifs et l'aide d'urgence gaz électricité.

Le [décret n°2023-561 du 4 juillet 2023](#) a modifié les dates de clôture des guichets en fonction des périodes de consommation :

Le guichet est fermé pour la consommation 2022 et pour la période de janvier à avril 2023, sauf pour le **formulaire de « régularisation »** qui concerne les factures de la période mars à décembre 2022 reçues tardivement ou annuellement.

Le formulaire pour la **période mai/juin 2023** est ouvert [jusqu'au 31 octobre 2023](#), le formulaire pour la **période juillet/août 2023** est ouvert [jusqu'au 31 décembre 2023](#). **le formulaire pour la période septembre/octobre 2023 est ouvert jusqu'au 29 février 2023.**

Les demandes sont déposées de manière dématérialisée sur le site [impôts.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) et un [simulateur](#) est disponible pour permettre aux entreprises de vérifier leur éligibilité. Pour plus de détails : [FAQ MAJ le 17/07/2023](#).

NB : Les plafonds (2M€, 4M€, 50M€, 150M€) sont appréciés au niveau du groupe, sur la période du 1er mars 2022 au 31 décembre 2023.

Concernant uniquement les factures d'électricité :

- **Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) – 2022 et 2023**

Toutes les entreprises bénéficient de la baisse de la fiscalité sur l'électricité (TICFE) à son minimum légal européen, pour 2022 et continueront à en bénéficier en 2023 (représente un soutien de l'ordre de 8.4 Md€).

- **Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique (ARENH) – 2022 et 2023**
Les entreprises les plus consommatrices ont pu également bénéficier du mécanisme ARENH pour 2023 (100 TWh) à un prix de 42€/MWh. Pour en bénéficier, les entreprises doivent se rapprocher du fournisseur d'énergie.
- **Bouclier tarifaire – 2022 et 2023**
Par [décret n° 2022-1774 du 31 décembre 2022](#), modifié par le [décret n°2023-61 du 3 février 2023](#), les TPE de moins de 10 salariés, 2 millions d'euros de CA et ayant un compteur électrique d'une puissance inférieure à 36 kVA sont éligibles au bouclier tarifaire des particuliers (soit par application directe du tarif gelé pour les TPE ayant souscrit au tarif réglementé de vente TRVe, soit par une diminution directe sur la facture pour les TPE ayant souscrit au tarif en offre de marché). Pour en bénéficier, les entreprises doivent se rapprocher du fournisseur d'énergie.
- **Plafond garanti à 280 €/MWh – 2023**
Instauré par le [décret modificatif n°2023-61 du 3 février 2023](#), pour les TPE au tarif OM et TPE ayant une puissance de compteur +36 kVA qui ont renouvelé/souscrit leur contrat durant l'année 2022 auront droit à un prix garanti ; un prix HT et avec TURPE (coût acheminement) sera garanti à 280€/MWh sur l'année 2023 (soit un prix garanti HT et hors TURPE de 230€/MWh). La prise en charge par l'Etat est de 100% du coût unitaire entre 230 €/MWh et 1500 €/MWh sur la totalité des consommations. NB : TPE en TRVe n'ont pas besoin de ce dispositif puisqu'elles bénéficient déjà un prix bloqué bien inférieur.
- **Amortisseur d'électricité – 2023**
Par [décret n° 2022-1774 du 31 décembre 2022](#), modifié par le [décret n°2023-61 du 3 février 2023](#), toutes les TPE hors bouclier tarifaire (car elles ont un compteur électrique d'une puissance supérieure à 36 kVA) et toutes les PME, ainsi que les collectivités locales et établissements publics sans activité concurrentielle, bénéficient pour l'année 2023 du dispositif d'amortisseur électricité qui consiste en une compensation sur 50% des volumes consommés ; le prix unitaire compris entre 180 €/MWh et le prix contrat, dans la limite de 320 €/MWh, (soit un prix maximal prix en charge de 160 €/MWh sur l'ensemble du volume consommé). Pour cela, elles doivent justifier leur statut de TPE/PME auprès de leur fournisseur d'électricité qui appliquera ensuite automatiquement l'amortisseur sur la facture. Est disponible un [modèle d'attestation sur l'honneur](#) (à transmettre au plus tard le 30 juin 2023 pour les contrats signés avant le 28 février 2023, ou 1 mois après la date de signature des contrats d'électricité conclu après le 28 février 2023 : [décret du 20 avril 2023](#)) pour l'application du bouclier tarifaire et de l'amortisseur électricité.
Les modalités de calcul ont été précisées dans le [FAQ MAJ 07/04/2023](#). [Simulateur amortisseur électricité | impots.gouv.fr](#) pour permettre de calculer le montant de l'amortisseur qui sera appliqué sur la facture d'électricité.

Facilités de paiement :

- **Report des échéances fiscales**
Suite aux annonces de la Première ministre, Elisabeth Borne, le 4 janvier, il a été indiqué que les TPE et PME pourraient demander le report du paiement de leurs impôts et cotisations sociales pour soulager leur trésorerie. Cette mesure ponctuelle est envisageable à la demande des entreprises. Ces reports ne s'appliquent pas à la TVA, aux taxes annexes et au reversement de prélèvement à la source.
- **Report des échéances sociales**

L'[Urssaf](#) accompagne les employeurs et travailleurs indépendants qui rencontrent des difficultés de trésorerie en raison de la hausse de leur facture énergétique, et leur propose un [accompagnement pas-à-pas](#) et des solutions adaptées pour leur permettre de faire face à leurs difficultés.

Pour les employeurs :

- Qui rencontrent des difficultés pour payer les cotisations dues lors de la prochaine exigibilité ; possibilité de solliciter, sous réserve du paiement des cotisations salariales, un délai directement depuis l'espace en ligne
- Qui bénéficient déjà d'un plan d'apurement des cotisations, possibilité également de demander une adaptation du montant de vos échéances directement depuis l'espace en ligne. Il faut indiquer l'origine des difficultés à l'appui de la demande.

Pour les travailleurs indépendants :

- Qui rencontrent des difficultés ; possibilité de solliciter l'Urssaf concerné afin d'interrompre le prélèvement des cotisations courantes ainsi que les prélèvements liés à un plan d'apurement déjà engagé. Un nouveau délai de paiement pourra être accordé.
- Possibilité également de solliciter une aide de l'action sociale du Conseil de la Protection Sociale des Travailleurs Indépendants (CPSTI) portée par l'Urssaf. Cette aide peut prendre la forme d'une aide financière ou d'un financement des dettes de cotisations et contributions voire des échéances à venir. Pour déposer une demande auprès de l'Urssaf, il convient de se rendre sur secu-independants.fr, rubrique Action sociale > Demander une aide.

Autres dispositifs de soutien financier

- **La garantie de l'Etat – 2023**

[L'arrêté du 10 février 2023](#) fixe les modalités de fonctionnement du fonds chargé d'accorder des garanties aux établissements de crédit, sociétés de financement et entreprises d'assurance au titre des garanties exigées dans le cadre d'un contrat de fourniture de gaz ou d'électricité. Les entreprises ayant une consommation annuelle d'électricité 2022 supérieure à 1 GWh ou consommation annuelle de gaz 2022 supérieure à 2 GWh peuvent en bénéficier. Cela concerne les contrats de fourniture d'énergie conclus en 2022, précisément ceux conclus après le 31 août 2022. Le montant garanti est limité à des seuils prévus par l'encadrement temporaire Ukraine (15% du CA moyen des 3 derniers exercices notamment). [FAQ 02/03/2023](#).

Contacts utiles pour accompagner les entreprises en PDL

Par [communiqué de presse du 10/01/2023](#), le Ministère de l'Economie et des Finances rappelle et renforce tous les points de contact prévus pour accompagner les entreprises qui font face à la hausse des coûts de l'énergie, notamment les suivants :

Contacts départementaux en cas de difficultés :

- **Conseillers départementaux aux entreprises en difficulté** : Le conseiller départemental aux entreprises en difficulté exerce son activité en toute confidentialité et dans le respect du secret des affaires et du secret fiscal. Après avoir établi un diagnostic de la situation de votre entreprise, il prendra en charge votre dossier et pourra vous orienter vers l'interlocuteur le mieux adapté à votre besoin ou mobiliser, sous certaines conditions, un des outils d'accompagnement financier mis en place par l'État. [Liste MAJ 04/07/2023](#) d'un contact par département avec adresse mail, n° de téléphone portable et fixe.
- **CCI** au niveau départemental : [CONTACTEZ-NOUS ! | CCI Pays de la Loire](#). [Crise énergétique : votre CCI vous accompagne | CCI Pays de la Loire](#)

- **CMA** au niveau départemental : [Hausse des prix de l'énergie, la CMA Pays de la Loire à vos côtés | CMAR Pays de la Loire \(artisanatpaysdelaloire.fr\)](#).

Questions sur le guichet d'aide au paiement

- Un numéro de téléphone est mis à la disposition de toutes les entreprises afin de répondre à toutes les questions d'ordre général sur le dispositif d'aide Gaz et Électricité ou relatives aux modalités pratiques de dépôt d'une demande d'aide : **0806 000 245** (service gratuit + prix de l'appel).
- Pour des questions plus spécifiques à la situation de votre entreprise, la DGFIP propose aux entreprises via la messagerie sécurisée de leur espace professionnel de sélectionner « je pose une autre question / j'ai une autre demande ». Ce message devra débiter par « Aide Gaz Électricité » pour en permettre un traitement rapide.

Dispositifs de médiation cas de différends commerciaux :

- Une entreprise peut recourir au **médiateur des entreprises** pour régler à l'amiable un litige avec une autre entreprise ou une administration. La médiation contribue à résoudre les difficultés contractuelles et/ou relationnelles avec les clients et les fournisseurs privés ou publics. Elle est gratuite et menée avec une stricte obligation de confidentialité. [Le Médiateur des entreprises | economie.gouv.fr](#).
- La **médiation de l'énergie** peut être saisie gratuitement par les très petites entreprises (moins de 10 salariés et moins de deux millions d'euros de chiffre d'affaires) en cas de litige avec leur fournisseur d'énergie, le gestionnaire de réseau de distribution ou leur acheteur d'électricité (en cas d'autoconsommation individuelle). [Médiateur national de l'énergie - Informations, droits & médiation \(energie-mediateur.fr\)](#).

PARTIE 1 : EMPLOI

Accédez à la présentation des dispositifs publics et autres (accord de performance collective, contrat de sécurisation professionnelle,...) via la [boîte à outils mutations économiques \(BOME\)](#) : [site de la DREETS](#) ou le site Internet de la Région Pays de la Loire : paysdelaloire.fr.

AIDE AU RECRUTEMENT

Le service public de l'emploi est composé des services de l'État et des principaux opérateurs chargés des politiques de l'emploi : Pôle Emploi, les Missions locales pour le suivi des jeunes de 16 à 25 ans, Cap Emploi pour le suivi des personnes en situation de handicap (demandeurs d'emploi et salariés). Il vous propose de nombreuses solutions pour vous accompagner techniquement et financièrement dans vos recrutements et dans l'adaptation à l'emploi de vos futurs salariés. [Lien](#).

Par ailleurs, des **webinaires mensuels courts** (30 min chacun) qui présentent les dispositifs pour aider les entreprises à former et à recruter des salariés sont animés par les organisations patronales de la Région Pays de la Loire (Medef, CPME, U2P, Udes et FNSEA), avec l'appui des services de l'Etat, du Conseil régional et du Service public de l'emploi. [« Les midis de l'emploi et de la formation » : des webinaires à destination des entreprises](#). Prochain webinaire du 15 décembre : promotion de Cléa, socle de connaissances et de compétences constitué de l'ensemble des connaissances et compétences qu'il est utile de maîtriser pour favoriser son insertion professionnelle.

Le dispositif d'emploi franc permet à un employeur de bénéficier d'une aide lorsqu'il embauche un habitant résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), jusqu'au 31 décembre 2023. [Emplois francs - Ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion \(travail-emploi.gouv.fr\)](#).

Le montant de l'aide s'élève à :

- 5 000 € par an pendant 3 ans maximum pour une embauche en CDI
- 2 500 € par an pendant 2 ans maximum pour une embauche en CDD d'au moins 6 mois.

Volontariat Territorial en Entreprise vert (VTE vert) a pour but d'accompagner les entreprises dans le recrutement de jeunes talents (étudiants, alternants ou jeunes diplômés), pour des missions en lien avec les thématiques environnementales (réduction de votre empreinte carbone, amélioration de l'impact environnemental d'une de vos activités, transition de votre chaîne logistique...). Porté par Bpifrance en partenariat avec l'ADEME, il vous permet de bénéficier d'une subvention pouvant atteindre 12 000€ - 8000€ si l'entreprise a déjà reçu une aide exceptionnelle à l'alternance - (MAJ 12/06/2023 [Site du Ministère du Travail, de l'emploi et de l'insertion](#)), pour accélérer votre transition écologique et énergétique. [Lien BPI](#). Contact BPI : Aidevte@bpifrance.fr

Pays de la Loire VTE : La Région Pays de la Loire peut proposer un soutien complémentaire aux interventions de Bpifrance dans le cadre du dispositif national VTE. Cette aide s'adresse aux PME d'activité nécessairement industrielle, recrutant un jeune de moins de 30 ans, de niveau BAC+2 ou plus, positionné sur une fonction nouvelle et stratégique pour l'entreprise. Elle prend la forme d'une subvention de 4 000 €. Contact Région pour aller plus loin : Direction Entreprises et Innovation - pôle industrie, n° téléphone : 0228205670, dépôt du dossier [ici](#).

Contrat initiative Emploi (CIE) : est un dispositif qui permet aux employeurs d'embaucher des jeunes dans le cadre du Contrat Unique d'Insertion tout en profitant d'une aide financière correspondant à 35 % du Smic. Le Contrat Initiative Emploi est un CDI ou un CDD d'au moins 6 mois qui permet à un jeune sans emploi rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle ou sociale, de s'engager dans une expérience professionnelle tout en étant suivi par un référent chargé de son insertion professionnelle. Pour en savoir plus, il convient de s'adresser au service public de l'emploi [Lien](#).

CONSEIL RH

Prestation de Conseil en Ressources Humaines (PCRH). Pour les entreprises de moins de 250 salariés ou un collectif d'entreprises appartenant à la catégorie des TPE-PME. Bénéficiaire d'un accompagnement RH (reprise d'activité, organisation du travail, GPEC, amélioration du dialogue social) par un prestataire externe cofinancé par l'Etat. Au plus 20% de reste à charge. [Lien MAJ 30/09/2022](#)

Parallèlement, la DREETS Pays-de-la-Loire a mis en place un dispositif dédié **PCRH +** : Il s'agit d'un accompagnement par un prestataire externe d'une durée de 1 à 2 jours « packagé » sur les thématiques de l'aide au recrutement et la fidélisation des salariés. L'entreprise intéressée dépose sa demande via un [formulaire en ligne sur le site de la DREETS](#). Une fois complété, le formulaire est adressé automatiquement à l'OPCO de l'entreprise pour prise en charge.

PRET DE MAIN D'OEUVRE

Afin de répondre à la baisse d'activité de certaines entreprises et aux besoins de main-d'œuvre d'autres secteurs, les démarches pour avoir recours au **prêt de main d'œuvre** sont assouplies. Un dispositif gagnant/gagnant, permettant de préserver l'emploi et la rémunération du salarié et de s'adapter aux aléas de la vie des entreprises concernées. [Lien](#). [Fiche détaillée sur le site DREETS PDL MAJ 11/04/2022](#).

Pour faciliter la mise en place du prêt de main-d'œuvre, le ministère du Travail vous permet de télécharger des modèles simplifiés - [Documents utiles](#).

Ouverture par la Région des Pays de la Loire d'un site de mutualisation de ressources : pour permettre aux entreprises de réduire leurs charges fixes en prêtant du matériel, des bâtiments et des compétences. Il permet aux entreprises de la région de mutualiser, en fonction de leur activité, leurs ressources humaines, leurs outils/machines, leurs locaux, ou bien encore des sessions de formation. [Lien](#). Contact : [Solutions&Co](#)

EMPLOI A L'INTERNATIONAL

Vous pouvez retrouver le détail des mesures et des aides sur la plateforme nationale « 1 jeune 1 solution » : Toutes les solutions pour l'avenir des jeunes (1jeune1solution.gouv.fr) [Lien](#).

Le gouvernement a annoncé la mise en place d'un **plan « Osez l'export ! »** : [détails dans le dossier de presse](#). Il s'agit de 13 nouvelles mesures pour aider nos entreprises à gagner des parts de marché à l'international. Il va aider les entreprises françaises à saisir les opportunités hors du territoire national, pérenniser leurs activités, croître et participera ainsi à renforcer notre souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

- **V.I.E Pays de la Loire** : Le Volontariat International en Entreprise (VIE) est un dispositif national qui permet aux entreprises de droit français de confier à un jeune, homme ou femme, âgé de 18 à 28 ans, une mission professionnelle à l'étranger sous la forme d'une prestation externalisée pouvant aller jusqu'à 24 mois. Business France - l'Agence française pour le développement international des entreprises - gère cette formule pour le compte de l'Etat et est l'employeur des jeunes volontaires internationaux qui sont affectés auprès des entreprises d'accueil pour la réalisation de missions. Dans ce cadre, la Région des Pays de la Loire peut prendre en charge 50% des indemnités des volontaires internationaux en entreprise (aide plafonnée à un montant maximum de 30 000 €) qui mènent des missions à vocation commerciale ou d'appui technique avant-vente qui contribuent au lancement d'un nouveau produit ou d'un produit existant sur un nouveau marché. Le soutien régional porte sur une période de douze mois. Se rapprocher du conseiller International de la Team France export. [Lien](#)
- **Emploi Export Pays de la Loire** : vise à renforcer le développement export des entreprises régionales en accompagnant la mise en place d'un salarié export permettant la conquête de nouveaux marchés à l'international (lancement d'un nouveau produit ou lancement d'un produit existant sur un nouveau marché d'exportation). Le recrutement porte sur un emploi dédié au lancement d'un nouveau produit ou au lancement d'un produit existant sur un nouveau marché à l'international, en CDI. La Région soutient à hauteur de 50% de la rémunération brute annuelle (hors charges) sur une période de 12 mois. Dans ce cadre, le plafond d'aide maximale est de 15 000 €. [Lien](#). Contact : conseillers Team France Export au sein du réseau des CCI.
- **Volontariat Territorial de l'Export en entreprise (VTE)** : Dispositif d'aide à l'embauche qui permettra de soutenir les entreprises qui souhaitent enclencher leur internationalisation, depuis la France, en engageant des étudiants ou jeunes diplômés pour des missions dédiées à l'export. Cette aide pourra aller jusqu'à 12 000 €, plafonnés à 50% des dépenses liées à la mission. [Lien](#)

APPRENTISSAGE ET PROFESSIONNALISATION

À partir du 1er janvier 2023, le gouvernement pérennise le soutien au recrutement des alternants, pour tous les contrats d'apprentissage ou de professionnalisation conclus entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2023, quel que soit le niveau de formation de l'apprenti et pour toutes les entreprises. Son montant s'élève dorénavant à 6 000 €, quel que soit l'âge de l'alternant.

En savoir plus sur les aides pour les contrats conclus avant le 1er janvier 2023 :

- **Aide exceptionnelle aux employeurs qui recrutent en apprentissage** : [Lien](#)
- **Aide exceptionnelle aux employeurs de salariés en contrat de professionnalisation** : [Lien](#).

En savoir plus sur les aides pour les contrats conclus à compter du 1er janvier 2023 : [Aides à l'embauche pour un contrat d'apprentissage | entreprendre.service-public.fr](#).

- **Recruter un alternant en situation de handicap – aide AGEFIPH ([Lien](#))** : Les montants maximums de ces aides financières pour le recrutement d'une personne handicapée sont de :
 - 3 000 € pour un contrat d'apprentissage ;
 - 4 000 € pour un contrat de professionnalisation.

[Apprentissage et handicap : un nouveau guide pour les entreprises et les apprentis - Ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion \(travail-emploi.gouv.fr\) mise à jour du 28/09/2023](#)

TRANSITIONS COLLECTIVES

Dispositif « **Transitions Collectives** » : co-construit avec les partenaires sociaux. Il permet aux employeurs d'anticiper les mutations économiques de leur secteur et aux salariés d'être accompagnés pour se reconvertir, tout en sécurisant la rémunération pendant cette période, en favorisant la mobilité professionnelle et les reconversions à l'échelle d'un territoire. L'entreprise doit négocier un accord type GEPP (gestion des emplois et des parcours professionnels) enregistré auprès de la DREETS ou à défaut pour celles dont l'effectif est inférieur à 300 salariés, informer et consulter le comité social et économique (CSE), lorsqu'il existe (nouveau 2022).

Dispositif « **Transition Collective – Congé mobilité** » : Les entreprises qui mettent en place une Rupture Conventionnelle Collective (RCC) ou un accord de gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP) mentionnant le congé de mobilité peuvent utiliser ce dispositif. L'instruction et la validation du parcours de Transitions collectives du salarié sont réalisées par l'Association Transitions Pro compétente pour sa région.

Pour en savoir plus : [Fiche DREETS PDL MAJ 05/04/2022](#) et [Transitions Collectives \(travail-emploi.gouv.fr\)](#) et Contact des DARP – Délégués Régionaux à l'Accompagnement des Reconversions Professionnelles en Pays de la Loire : [Lien Annuaire DARP](#).

ACTIVITE PARTIELLE

Pour faire face à des problématiques de réduction d'activité liées notamment à la conjoncture économique et/ou circonstances exceptionnelles, les entreprises employant des salariés peuvent faire appel aux dispositifs d'activité partielle, qu'elle soit de droit commun ou de longue durée.

- **Activité partielle (de droit commun) ou APDC** : prévue pour faire face à une réduction d'activité conjoncturelle, elle est limitée à des périodes de trois mois maximum pour chacune d'entre elles. Le cumul des périodes autorisées ne pourra excéder six mois sur douze mois. Elle peut concerner l'ensemble des salariés et entraîner la suspension totale de l'activité.

La prise en charge (allocation versée à l'employeur) est fixée à 36% de la rémunération brute versée habituellement au salarié. S'agissant des dispositifs spécifiques de prise en charge à 100%, les dispositifs *ad hoc* d'activité partielle « salariés vulnérables » et « garde d'enfants » ont pris fin et ne sont pas reconduits. [Fiche APDC MAJ 15/05/2023](#).

- **Activité partielle de longue durée (APLD)** : prévue pour faire face à une réduction d'activité durable, l'APLD est mise en place après conclusion d'un accord d'entreprise, ou document unilatéral Employeur basé sur un accord de branche étendu. Elle permet la réduction d'activité d'un salarié jusqu'à 40% sur une durée maximale de 36 mois. Les licenciements économiques intervenus dans l'entreprise peuvent donner lieu à demande de remboursement des allocations versées.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, il n'est plus possible de transmettre à l'autorité administrative (pour validation ou homologation) un accord collectif ou un document unilatéral initial relatif à l'APLD. Seules les demandes de renouvellement d'autorisation fondées sur l'accord ou le DU existants pourront être instruites. [Fiche APLD MAJ 15/05/2023](#).

Dans le cadre du plan de résilience économique et sociale destiné aux entreprises suite au conflit en Ukraine, le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion précise les règles

applicables à la mobilisation des dispositifs d'activité partielle (AP) et d'activité partielle de longue durée (APLD) pour faire face aux conséquences économiques qui en découlent. [Lien](#).

FORMATION DES SALARIES

En 2023, le dispositif **FNE Formation** vise à financer prioritairement les formations permettant d'accompagner les transitions écologiques, alimentaires et numériques. Au sein de ces axes, un ciblage prioritaire est effectué au bénéfice des formations favorisant le maintien dans l'emploi et l'employabilité des seniors. En complément, le FNE Formation pourra être mobilisé pour soutenir les besoins en formation liés à l'organisation des grands événements sportifs que sont la Coupe du monde de rugby en 2023 et les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

La prise en charge par le FNE Formation est comprise entre 50% et 70% et dépend de la taille de l'entreprise (règlement RGEC). [Fiche FNE Formation MAJ 25/05/2023](#).

Contact : votre OPCO.

La **formation des référents énergie PROREFEI** s'adresse aux personnes qui ont en charge le sujet de l'énergie dans votre entreprise industrielle, et qui veulent développer une stratégie d'efficacité énergétique au sein de leur entreprise ; en identifiant les gains énergétiques, évitant les gaspillages, améliorant les performances énergétiques de l'entreprise, pour réduire les factures énergie. Cette formation multimodale (MOOC, formation de deux jours, accompagnement individuel en situation de travail, modules complémentaires sur l'efficacité énergétique, communauté de référents énergie) est portée par l'ATEE (Association technique énergie environnement). Dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economie d'Énergie et avec le soutien de l'ADEME, le montant de la formation s'élève à 3 700€, dont 80% pris en charge pour les entreprises de moins de 300 salariés, et 40% pris en charge pour les autres. Contact pour aller plus loin [ici](#), calendrier des formations [ici](#).

PARTIE 2 : ECONOMIE - FINANCES

PROJET D'INVESTISSEMENT

Dans le cadre de France 2030 et du Programme d'investissements d'avenir (PIA 4), des moyens importants sont engagés pour encourager et aider les entreprises à investir. Ces facilités sont accordées à travers des **Appels à projet (AAP)** et **Appel à manifestation d'intérêt (AMI)**. Pour le volet « industrie », ils sont recensés dans le tableau pdf accessible via le [Lien Site DREETS PDL \(MAJ au 30/11/2023\)](#).

Contact DREETS : Jean-Christophe JUVIN - jean-christophe.juvin@dreets.gouv.fr

Ces AAP ou AMI complètent la panoplie d'aides, de prêts ou d'accompagnements, proposés le plus souvent par des opérateurs de l'État ou des collectivités pour encourager les investissements dans la transition écologique et numérique. Ces aides sont recensées ci-dessous :

INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES

➤ Outils industriels

- **Subventions prévention**

Les [Subventions Préventions](#) sont des aides financières proposées par l'Assurance Maladie. Elles permettent de financer des équipements, des formations et des prestations d'accompagnement destinés à améliorer [la prévention des risques professionnels](#) dans les entreprises de moins de 50 salariés. Le montant est plafonné à 25 000 €. [Émissions cancérigènes : connaissez-vous la Subvention Prévention « Captage fumées de diesel » ? | economie.gouv.fr](#)

- **Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) Industrie du Futur**

Cet AMI, proposé par la Région Pays de la Loire, a pour objet d'appuyer les entreprises industrielles (PME et petites ETI) des Pays de la Loire dans la modernisation de leur outil de production (automatisation, numérisation, environnement de travail ...). L'accompagnement proposé par la Région repose sur une logique de parcours en trois étapes possibles. Depuis 2023, ce dispositif a été ajusté pour prendre en compte les enjeux liés à la transition écologique : les entreprises devront s'engager de manière concrète dans une démarche de transition écologique et pourront alors bénéficier de soutiens bonifiés dans le cadre de l'AMI.

- Volet 1 – diagnostic et faisabilité : subvention jusque 80 % de dépenses de conseil externe (plafonnée à 23 000 €) en amont du projet,

- Volet 2 - Intégration / Test / Preuve du concept : prêt au taux de 1,65 % pour participer à amortir les dépenses internes ou externes liées à la préparation du projet - ce prêt pourra être complété par une subvention de 5 à 10 000 € si l'entreprise réalise un bilan carbone ou un audit énergétique. L'aide globale est plafonnée à 50 000 €.

- Volet 3 - Déploiement opérationnel : Prêt au taux de 3,3 % assorti d'un différé de remboursement du capital pour participer au financement des investissements matériels et immatériels ainsi que le besoin en fonds de roulement lié au projet de modernisation. Pour les seules PME pouvant justifier d'un parcours de modernisation formalisé par une étude technique de faisabilité préalable (éligible aux volets

précédents), ce soutien peut être complété le cas échéant par une subvention de 10 % du montant des investissements retenus plafonnée à 100 000 €, ou 150 000 € si l'entreprise réalise des investissements de nature environnementale.

Pour candidater : [lien site de la Région Pays de la Loire](#)

Contact Région : industriedufutur@paysdelaloire.fr

Les développeurs de l'agence régionale Solutions & Co sont par ailleurs à la disposition des entreprises dans leurs démarches (solutions-eco.fr)

- **Diag Carto-flux**

Mission de conseil « flash » comprenant un diagnostic industriel suivi d'un plan d'action. Accompagnement sur 4 jours avec un expert sélectionné par Bpifrance pour réaliser une cartographie des flux industriels de type « Value Stream Mapping » sur l'un de vos flux de production et identifier des gains rapidement actionnables. Lien : [Diag Carto-Flux](#) (bpifrance.fr). Contact Bpifrance : Cédric NAUD (cedric.naud@bpifrance.fr)

- **Structuration de sa démarche de transition écologique**

- **Parcours sobriété**

Avant même un diagnostic et l'élaboration d'un plan d'actions ambitieux de sobriété énergétique (étapes nécessaires pour aller plus loin dans votre démarche de transition environnementale), vous pouvez dès aujourd'hui initier une démarche de sobriété et d'efficacité énergétique et mettre en œuvre des premières actions simples, rapides et sans investissements importants, qui auront un effet immédiat sur la réduction de votre consommation. L'ADEME propose un parcours sobriété, qui recense des exemples d'actions concernant différents volets : chauffage, climatisation et ventilation, éclairage, numérique, process techniques et utilités, implication de vos équipes... [Lien](#).

- **Diag Eco-Flux**

Programme premium d'accompagnement personnalisé sur 12 mois à destination des entreprises (dont le site compte entre 20 à 250 salariés sur le territoire français), pour optimiser les coûts et réaliser rapidement des économies durables, en réduisant les pertes en énergie, matière, déchets et eau ([Lien](#)) Contact Bpifrance : Cédric NAUD (cedric.naud@bpifrance.fr) et diagcartoflux@bpifrance.fr. (En partenariat avec l'ADEME). La demande se fait directement sur le site : <https://diag.bpifrance.fr/>

- **Décarbon'action**

Programme premium d'accompagnement personnalisé de 12 jours à destination des entreprises (de moins de 500 salariés), pour mesurer les émissions de gaz à effet de serre de votre entreprise, Définir un plan d'actions pour les réduire et être accompagné pour mettre en œuvre vos premières actions et les valoriser. [Lien](#). Contact Bpifrance : Cédric NAUD (cedric.naud@bpifrance.fr) (En partenariat avec l'ADEME). La demande se fait directement sur le site : <https://diag.bpifrance.fr/>.

- **Diag Ecoconception (PME) :**

Programme premium d'accompagnement personnalisé sur 6 à 8 mois à destination des PME (groupes de moins de 250 salariés), pour améliorer la performance environnementale de vos produits, services et procédés, sensibiliser les équipes en internes, évaluer les impacts, identifier les leviers d'amélioration, préparer un plan d'action. [Lien](#). Contact BPI France : Cédric NAUD, cedric.naud@bpifrance.fr (En partenariat avec l'ADEME). La demande se fait directement sur le site : <https://diag.bpifrance.fr/>

- Diag Perf Immo**

Ce diagnostic a pour objectif d'engager les entreprises françaises dans la rénovation énergétique de leurs bâtiments tertiaires. Le diagnostic comprend la réalisation d'un audit énergétique et débouche sur la définition d'objectifs de performance énergétiques conformes au décret tertiaire, la définition et le chiffrage de travaux de rénovation énergétique et la sensibilisation des équipes aux enjeux du décret tertiaire. Contact Bpifrance : Cédric NAUD (cedric.naud@bpifrance.fr). Un lien pour s'inscrire : [Diag Perf'immo \(bpifrance.fr\)](https://diagperfimmo.bpifrance.fr)
- Accompagnement écoconception ou économie de la fonctionnalité et de la coopération**

Ouvert à toutes les entreprises, en complément du diag écoconception cité ci-dessus (réservé aux PME), dispositif de soutien pour amorcer et mettre en œuvre une démarche d'écoconception. [Lien](#). Contacts ADEME : Loire-Atlantique (Olivier BENOIT, olivier.benoit@ademe.fr, 02 40 35 52 65) et Autres départements (Philippe VINCENT, philippe.vincent@ademe.fr, 02 40 35 80 26).
- Fonds vert**

Le fonds vert, doté au plan national de 2Md€, vise à accélérer les transitions écologiques et à soutenir les projets à ambition environnementale forte. [Lien](#). La mesure "Fiches recyclage urbain" est accessible aux entreprises privées pour financer un déficit d'opération situé sur une friche, dans le respect des Aides d'État. Elle s'adresse aux projets dont les bilans économiques restent déficitaires après prise en compte de toutes les autres subventions (publiques), et malgré la recherche et l'optimisation de tous les autres leviers d'équilibre (en particulier en matière de densité et de mixité). [Lien](#).
- Fonds Tourisme durable**

Il permet aux restaurateurs et hébergeurs situés en zone rurale de :

 - se faire accompagner par un des partenaires de l'ADEME pour un diagnostic gratuit et la conception d'un plan d'actions pour accélérer leur transition écologique,
 - d'accéder à des aides forfaitaires dans tous les domaines de la transition écologique : réduction maîtrise de leurs coûts fixes (énergie, eau, déchets, gaspillage alimentaire), ancrage dans les territoires et la chaîne de valeur locale avec des produits de qualité, outils de communication pour valoriser l'engagement écologique... [Lien Site](#).

Contact au sein de l'ADEME Pays de la Loire : Pierre Chabret (pierre.chabret@ademe.fr)
- Prêt vert et prêt vert bonifié**

Prêt sans sureté, pour les petites et moyennes entreprises ayant bénéficié du diag Eco-flux qui souhaitent engager un projet de transition écologique et énergétique jusqu'à 1 M€ sur une durée pouvant aller jusqu'à 10 ans pour cofinancer les programmes d'investissement visant à maîtriser et diminuer les impacts environnementaux des procédés, notamment dans une démarche d'économie circulaire, améliorer la performance énergétique des sites ... [Lien](#). Contact Bpifrance : Cédric NAUD (cedric.naud@bpifrance.fr)
- Réemploi des emballages**

En 2023, l'ADEME soutien les actions suivantes :

 - Amélioration ou acquisition d'équipements pour permettre le réemploi : des outils de lavage, des outils de tri et de contrôle.
 - Changement d'un approvisionnement d'emballages à usage unique pour un approvisionnement d'emballages ou de contenants réemployables (hors emballages ménagers)

-Equipements logistiques spécifiques pour favoriser le passage au réemploi et permettre la traçabilité (ex : aménagement du véhicule de collecte avec une séparation des contenants propres et sales)
-Adaptation / acquisition des outils ou équipement chez le conditionneur (hors emballages ménagers) ou dans les cuisines et restaurants en vue d'un passage à une organisation basée sur le réemploi d'emballages
-Développement de solutions et contenants réemployables pour les fabricants d'emballages pour lever les freins au réemploi (exemple : étude, expérimentation et investissement pour le développement du joint sur les bacs inox pour la restauration collective)
Cibles : Concepteurs, fabricants, utilisateurs d'emballages, et prestataires de services
Type de projets recherchés : Etudes et/ou investissements
Aides possibles : de 50% à 70% pour les [études](#), de 35 à 55% pour les [investissements](#), (sous conditions d'éligibilité après analyses par les services de l'ADEME).

➤ Economie d'énergie et énergies bas carbone

- **Prime pour la mise en place d'un système de management de l'énergie :**
[PRO-SMEN](#) est un programme national qui encourage et soutient financièrement la mise en place de Systèmes de management de l'énergie (SMEn), conformes à la norme ISO 50001 dans une entreprise industrielle. Dans ce cadre, une prime équivalente à 20% des dépenses énergétiques annuelles de vos sites certifiés ISO 50001, sous un plafond de 40 000 euros, pourra vous être octroyée. Ce dispositif est financé dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE), avec le soutien de l'ADEME.
Contact pour aller plus loin : Hugo Thuilliez (hugo.thuilliez@ademe.fr, 02 55 58 07 19)

• Etude d'opportunité d'évolution du mix énergétique d'un site industriel

Cette étude vise à aller plus loin que l'audit énergétique en offrant une vision exhaustive des solutions de décarbonation de votre mix énergétique compatibles techniquement avec vos procédés. L'étude d'opportunité d'évolution du mix énergétique permet d'obtenir à l'échelle d'un site industriel :

1. Une analyse multicritère (technique, énergétique, GES et économique) sur les solutions les plus pertinentes
2. Une feuille de route indicative des investissements à réaliser (que faire et dans quel ordre)

Les leviers analysés sont :

- Efficacité énergétique
- Synergies à l'échelle d'une zone industrielle ou d'un RCU
- Récupération de chaleur fatale
- Production de chaleur renouvelable,
- Electrification des procédés
- Production d'électricité et d'H2 renouvelable

Après une telle étude, vous pouvez alors enclencher une étude de faisabilité sur la solution prioritaire retenue, afin de dimensionner et chiffrer très finement votre projet.

Pour bénéficier de cet accompagnement, un audit énergétique de moins de 4 ans est nécessaire. L'étude dure 2 à 3 mois et doit être réalisée par [un bureau d'étude habilité](#). L'ADEME subventionne selon la taille de l'entreprise entre 50% et 70% de l'étude (sur une assiette éligible maximale de 10k€). Présentation du [programme PACTE Industrie](#). Contact ADEME pour aller plus loin : Hugo THUILLIEZ, référent PACTE Industrie pour les régions Pays de la Loire / Bretagne / Normandie (hugo.thuilliez@ademe.fr)

- **Certificats d'Économies d'Énergie**

Les Certificats d'Économies d'Énergies (CEE), dispositif mis en place par l'Etat en 2005, sont des primes versées par un fournisseur ou distributeur d'énergie, qui permettent d'aider au financement des investissements dans des projets d'efficacité énergétique. Quelques exemples d'opérations standardisées éligibles (cf. liste exhaustive des fiches standardisées pour le [bâtiment tertiaire](#), [l'industrie](#), [les réseaux](#) et [les transports](#)). Le [comparateur NR-PRO](#) permet de comparer les offres des fournisseurs d'énergie et délégataires. La prime peut s'élever à plusieurs milliers d'euros selon les investissements (ce qui correspond approximativement à 7€/MWh économisé) et varie selon les fournisseurs d'énergie et délégataires ([la liste ici](#)). Pour aller plus loin dans cette démarche, consultation du [guide des CEE à destination des entreprises](#) de l'ADEME, puis solliciter un fournisseur distributeur d'énergie avant de débiter les travaux. Contact pour aller plus loin : laetitia.RODIER-ROY@orace.fr, 02 41 49 56 37.

- **Récupération et valorisation de chaleur fatale**

L'ADEME, via son [Fonds Chaleur](#), propose un soutien financier pour améliorer votre efficacité énergétique en mettant en regard les sources de chaleur, en particulier les sources de chaleur fatale, avec les différents besoins du site, voire avec les besoins des sites voisins. L'ADEME peut ainsi financer :

- jusqu'à 70% du montant d'une [étude de faisabilité](#), réalisée par un bureau d'étude indépendant (par exemple sur la base du [modèle de cahier des charges](#) proposé par l'ADEME)

- jusqu'à 50% des [investissements relatifs aux équipements](#) de récupération de chaleur ou de froid identifiés (système de captage de chaleur sur un procédé, système de remontée du niveau thermique, systèmes de stockage, réseau de transport, distribution et valorisation de la chaleur...)

NB : certains projets peuvent également être financés par les Certificats d'Economie d'Énergie (CEE) : récupération de chaleur [sur tour aéroréfrigérante](#), [sur compresseur d'air](#), [sur groupe froid](#), [sur les fumées des fours](#).

Contact ADEME Pays de la Loire pour aller plus loin : Axel Vaumoron (axel.vaumoron@ademe.fr, 02 40 35 52 66).

- **Fonds Chaleur**

L'ADEME, via son [Fonds Chaleur](#), propose un soutien technique et financier pour la production de chaleur et de froid à partir d'énergies renouvelables (bois énergie, géothermie, solaire thermique, chaleur de récupération dite « fatale »...) :

- un accompagnement technique gratuit à l'émergence de vos projets (information, rédaction d'une note d'opportunité),

- la prise en charge de 50 à 70% d'une étude de faisabilité technique et économique réalisée par un bureau d'étude indépendant certifié,

- la prise en charge de 30 à 60% des investissements de votre installation de production de chaleur renouvelable, couplée ou non à un réseau de chaleur technique.

Depuis 2009, plus de 6500 entreprises et collectivités ont été accompagnées et financées par le Fonds Chaleur de l'ADEME. En 2022, 550 millions d'euros ont été ainsi engagés au profit de plus de [600 installations EnR sur le territoire](#). Quelques témoignages d'entreprises en vidéo : agro-alimentaire ([ici](#) et [ici](#)), papier-carton ([ici](#) et [ici](#)), mécanique ([ici](#) et [ici](#)), [aéronautique](#), [cosmétique](#), [agriculture](#), [santé](#)...

Contact ADEME : romain.lavielle@ademe.fr

Rappel : Ne sont pas éligibles aux financements ADEME les opérations déjà commencées ou commandées avant la date de dépôt de demande d'aide.

- **Solaire photovoltaïque**

Développer un projet photovoltaïque, pour produire de l'électricité pour permettre de maîtriser le coût de la facture énergétique et maîtriser une partie de la production, en favorisant l'autoconsommation individuelle, en permettant l'autoconsommation collective (vente à ses voisins), en garantissant l'achat de l'énergie restante via le tarif d'achat proposé par l'Etat (voir [sur le site d'Atlansun](#)).

Pour les projets en toitures ou ombrières de parking, il existe un mécanisme d'aide de l'Etat concernant le tarif de vente de l'électricité, jusqu'à 2 500 m² de panneaux, ou 500 kilowatts crêtes (kWc) de puissance. Une prime à l'autoconsommation est également mise en place en fonction de la taille du projet. Ce tarif d'achat est dimensionné selon la puissance installée pour garantir la rentabilité de l'installation ; il est compris entre 6 et 23 c€ / kilowatt heure produit). Pour plus d'information : [analyse synthétique proposée par Atlansun](#).

NB : il n'existe pas d'aide publique directe à l'achat ou à la pose de panneaux solaires photovoltaïques à l'exception du mécanisme de soutien évoqué ci-dessus.

Contact [Atlansun](#), réseau des acteurs professionnels de la filière solaire du Grand Ouest, pour toute question complémentaire : contact@atlansun.fr, 02 85 52 39 93

- **Prêt économies d'énergie - BPIFrance**

Pour les TPE et PME de plus de 3 ans engageant un programme d'investissement dans le but d'améliorer leur efficacité énergétique. Il finance les équipements éligibles aux certificats d'économie d'énergie des secteurs « bâtiments tertiaires », « industrie », ainsi que les prestations, matériels et travaux liés pour un montant pouvant aller jusqu'à 500 000 euros sur une durée de 3 à 7 ans maximum dont un différé d'amortissement pouvant aller jusqu'à 2 ans maximum. [Lien](#). Contact Bpifrance : Cédric NAUD, cedric.naud@bpifrance.fr.

- **Garantie Electricité Renouvelable (GER) - BpiFrance**

Un C-PPA (Corporate Power Purchase Agreement) est un contrat long-terme d'approvisionnement d'électricité conclu entre un producteur d'électricité produite à partir d'énergie renouvelable et un acheteur industriel. Le dispositif garantit le producteur en cas de défaut de paiement de l'acheteur. Les bénéficiaires de la garantie sont les producteurs d'électricité produite à partir d'énergie renouvelable qui supportent le risque de contrepartie de l'acheteur industriel. Volume min. annuel garantie : 10 GWh.

La garantie couvre la perte de revenus du producteur due au non-paiement éventuel par l'acheteur des électrons produits. Elle couvre à 80% la rémunération, après notification de la résiliation du C-PPA et mise en jeu de la garantie. [Lien](#).

➤ **Mobilité durable**

- **Le dispositif Mobili'Pro** s'adresse aux employeurs privés et publics disposant une flotte de véhicule professionnel. Il met à la disposition des structures volontaires des outils de suivi de leur flotte de véhicules et de leurs activités. Le dispositif s'appuie sur un plan d'action en 3 ans pour engager une réduction des émissions de GES des déplacements professionnels. Pour aller plus loin : <https://www.mobilipro.fr/> et [retour d'expérience](#) / contact : mobilipro@ademe.fr ou Brigitte Collin (brigitte.collin@ademe.fr, 02 40 35 80 19)

- **Installation de bornes électriques** : Toute entreprise qui souhaiterait installer un ou plusieurs points de recharge sur son propre parking, non ouvert au public, à destination de sa flotte et de ses salariés peut bénéficier de la subvention ADVENIR. Cette prime couvre les coûts de fourniture et d'installation des bornes électriques. => attention financement uniquement pour la flotte de VEHICULES POIDS LOURDS depuis le 30/06/2023 [Lien](#). Pour tout complément, vous pouvez consulter [cette page](#) ou poser votre question à cette adresse : advenir@avere-france.org.

- **Aide à l'acquisition ou location de véhicules GNV – GNC** : La Région des Pays de la Loire [soutient l'achat ou la location de véhicules GNV ou GNC](#) pour le transport de marchandises, de biens ou de matériels, l'usage sur les chantiers, ou le transport de voyageurs (hors transport interurbain et scolaire pour le compte de la Région des Pays de la Loire). Les véhicules éligibles :
 - Véhicules GNV-GNC neufs en acquisition, ou en location longue durée, avec ou sans option d'achat, sur 3 ans minimum ;
 - S'approvisionnant à hauteur de 100% en BioGNC ;
 - Type de véhicules : utilitaires légers ; poids lourds ; bus ; bennes à ordures ménagères, engins de chantiers, de levage, véhicules-outils, ...

Le montant de la subvention ne pourra excéder 30% du surcoût de l'acquisition d'un véhicule GNV-GNC par rapport à un véhicule diesel de même catégorie. Ce montant sera plafonné en fonction du type de véhicule : Véhicule utilitaire ou poids lourd léger (PTAC ≤ 7,5t) : 2 500 €/véhicule, Poids Lourd (7,5t < PTAC < 16t) : 5 700 €/véhicule, Poids Lourd (PTAC ≥ 16t) : 11 500 €/véhicule. Contact Région Pays de la Loire : Bertille Balluffier, mobilites.decarbonees@paysdelaloire.fr, 02 28 20 54 49.

- **Accompagner l'évolution des pratiques de mobilité vers le lieu de travail** :
 - Participer au [défi mobilité Pays de la Loire](#) pour tester et valoriser de nouvelles pratiques de déplacement
 - Mettre en œuvre le [forfait mobilité durable](#), qui permet d'indemniser les frais engagés par le salarié pour se déplacer entre sa résidence et son lieu de travail en vélo, covoiturage, en transport en commun ou autres services de mobilités partagés.
 - Le programme [Objectif Employeur Pro Vélo](#), qui permet de proposer des équipements et services vélo conformes au référentiel employeur pro-vélo, élaboré par la Fédération française des usagers de la bicyclette et l'ADEME.

INNOVATION ET PROJET DE R&D

➤ Tout secteur

- **Pays de la Loire Innovation** permet d'assurer une bonne coordination des actions de la Région et de Bpifrance en matière de soutien à l'innovation, en privilégiant une logique de parcours à travers les différents outils d'accompagnement proposés aux entreprises quel que soit le stade de maturité de leur projet. La Région confie la gestion d'une enveloppe annuelle à Bpifrance, pour financer trois types d'aides correspondants à 3 phases spécifiques dans un parcours d'innovation :
 - Soutenir les initiatives : « Pays de la Loire Initiative Innovation » correspond à la toute première démarche innovante d'un individu ou d'une entreprise (plafond à 7 K€) ; contact : contact_rdi@solutions-eco.fr
 - Accompagner les premières phases d'un projet innovant : « Pays de la Loire Accès Innovation » pour valider la faisabilité technico-économique ou « Pays de la Loire Accès Recherche », pour maturer un projet en lien avec un laboratoire de recherche (plafond à 50 K€) ; contact : bpifrance.fr ; 02 51 72 94 00
 - Accompagner le déploiement du projet : avances remboursables et prêts innovation R & D accordés par Bpifrance ; contact : bpifrance.fr ; 02 51 72 94 00
 - France 2030 (ex-Programme d'investissement d'avenir PIA) :
 - Au plan régional : **Le France 2030 régionalisé (ex PIA)** :
- Le volet Innovation**

-Une subvention pour les projets en phase de faisabilité, d'un montant compris entre 100 000 et 200 000 €

-Une avance remboursable pour les projets en phase de développement, d'un montant compris entre 200 000 et 500 000 €.

-Le volet structuration de filière (voir) apporte une aide allant jusqu'à 50% pour soutenir des projets ayant pour but la mise en commun de moyens, la réalisation d'unités industrielles partagées ou la mise au point d'outils collaboratifs, servant les PME d'une filière.

Contact : Jean-christophe.juvin@dreets.gouv.fr [Lien Site dédié](#)

-Le volet I-DEMO régionalisé : pour les projets collaboratifs de recherche et développement intrarégionaux et interrégionaux via consortium à 5 partenaires maxi (projets 1 M€ à 4 M€). L'appel à projet i-démo régionalisé est ouvert à partir du 20 juin 2022 jusqu'à épuisement des fonds et selon un calendrier de relèves semestrielles. Les prochaines relèves auront lieu le 26 octobre 2023. Pour en savoir plus : [Lien](#).

- Au plan national : [Les stratégies d'accélération](#)

-Lors de la présentation du plan France Relance en septembre 2020, le Premier ministre a annoncé le lancement de stratégies d'accélération pour l'innovation. Elles s'inscrivent dans le cadre du quatrième Programme d'investissements d'avenir (PIA4). Ces stratégies visent à identifier les principaux enjeux économiques et technologiques d'avenir et à y investir de façon exceptionnelle et globale (financements, normes, fiscalité...). Le PIA 4 y consacra 12,5 milliards d'euros d'ici à 2025, sur les 20 milliards dont il est doté. Pour en savoir plus : [Lien](#).

- **Crédit d'impôt Recherche (CIR), Crédit d'impôt d'Innovation (CII)** ([Lien](#))
- **Statut de Jeune Entreprise Innovante** Une nouvelle entreprise qui investit dans la recherche et le développement (R&D) a le statut de jeune entreprise innovante (JEI) ou de jeune entreprise universitaire (JEU). Elle peut bénéficier d'exonérations fiscales et sociales. Le statut de JEI a été étendu aux JEU qui constituent une catégorie particulière de JEI. [Lien](#) pour voir les conditions. Dans la loi de finances 2023, le régime d'exonération d'impôt sur les bénéfices, de taxe foncière et de contribution économique territoriale bénéficiant aux jeunes entreprises innovantes (JEI) est maintenu jusqu'au 31 décembre 2025 (l'échéance avait été initialement fixée au 31 décembre 2022). Par ailleurs, le critère d'âge des JEI est modifié. Désormais il s'appliquera aux entreprises créées depuis moins de huit ans (contre 11 en 2022). [Lien](#).
- **Label « Entreprise du Patrimoine Vivant » (EPV) :** est une marque de reconnaissance de l'État qui distingue les entreprises françaises aux savoir-faire artisanaux et industriels d'excellence. Ce label peut apporter une médiatisation nationale voire internationale à votre activité, favoriser son développement et peut s'accompagner d'un régime fiscal avantageux. Explications. ([Lien](#)).
- **French Fab Investment Desk** est un service public destiné à accompagner les entreprises françaises ayant des projets d'investissement industriel. Le porteur de projet bénéficie d'un référent pour l'orienter dans ses démarches, le conseiller et l'accompagner pour accélérer son investissement industriel. [Présentation du dispositif](#). [Contacts RUI](#).
- **Fonds d'investissement PSIM** (Programme de soutien à l'innovation majeure), pour les start-ups lauréates du Concours mondial d'innovation, géré par Bpifrance. [Fiche](#)
- **Aide au développement Deeptech**, plafonnée à 2 000 000€, accordée sous forme mixte de subvention et d'avance récupérable, pouvant couvrir jusqu'à 45 % des dépenses éligibles prévisionnelles. ([voir](#))

- **Fonds French Tech Seed**, Doté de 400 M€ issus du PIA 3 et géré par Bpifrance, ce fonds a vocation à soutenir les start-up technologiques en phase de post-maturation, notamment les start-up Deep Tech de moins de 3 ans. Les entreprises dont la technologie sera validée par le consortium et qui bénéficient d'investissements privés pourront ainsi se voir accorder un financement en obligations convertibles par Bpifrance pouvant aller jusqu'à deux tiers du tour de table, pour un montant maximum de 250k€. ([voir](#))

SECURITE ECONOMIQUE / CYBERSECURITE / SOUVERAINETE ECONOMIQUE ET JUDICIAIRE

En raison des tensions géoéconomiques engendrées par la crise sanitaire, le conflit russo-ukrainien et le régime de sanctions économiques, la mise en œuvre de mesures de sécurité économique et le renforcement du niveau de vigilance sont essentielles pour garantir la protection des entreprises.

Deux outils de **sécurité économique** permettant d'évaluer la menace et de se prémunir contre les risques :

- **Outil d'auto-évaluation de sécurité économique**, mis en place par le Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (SISSE) du ministère de l'Economie : [Diese | Information stratégique et sécurité économiques \(entreprises.gouv.fr\)](#)
- La sécurité économique au quotidien en **28 fiches thématiques** | Information stratégique et sécurité économiques ([entreprises.gouv.fr](#))

S'agissant plus particulièrement de la **cybersécurité**, les entreprises sont incitées à :

- suivre attentivement les alertes et avis de sécurité émis par le Centre gouvernemental de veille, d'alerte et de réponse aux attaques informatiques (CERT-FR) [\[Mà\] Tensions internationales – Menace cyber – CERT-FR \(ssi.gouv.fr\)](#)
- mettre en œuvre les cinq mesures cyber préventives prioritaires détaillées ci-dessous. https://www.ssi.gouv.fr/uploads/2022/02/20220226_mesures-cyber-preventives-prioritaires.pdf
- **Diag Cybersécurité**
Au profit des PME indépendantes répondant à la définition européenne pour tous les secteurs d'activité ; mission de conseil sur 4 jours pour accompagner dans les premiers pas essentiels de la sécurisation de l'entreprise. [Diag Cybersécurité \(bpifrance.fr\)](#).
- **Diag Cyber-défense**
PME et ETI (effectif ≤ 2 000) immatriculées en France, exerçant des activités liées au secteur de la défense. La DGA identifie les entreprises éligibles au dispositif d'accompagnement. L'accompagnement est assuré par un expert PASSI certifié par l'ANSSI et/ou par un cyber-expert certifié par le dispositif cyber malveillance pour la seconde phase, et recouvre :
-L'audit et analyse de risque par la méthode EBIOS RM aboutissant à un plan de remédiation,
-L'accompagnement à la mise en œuvre du plan de remédiation et audit final de vérification de la bonne réalisation du plan.
[Diagnostic Cyber-Défense \(bpifrance.fr\)](#)

- **Guichet unique (Loi souveraineté, anciennement dite « loi de blocage »)**

Dès lors que les entreprises font l'objet d'une demande directe de documents ou renseignements de la part d'une autorité étrangère – dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative (par exemple lors d'un audit) – elles doivent saisir sans délai le

guichet unique interministériel opéré par le Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (SISSE) : guichet.sisse@finances.gouv.fr. Le SISSE accompagnera alors l'entreprise (i) à respecter le cadre légal prévu pour ce type de réponse et (ii) contrôler éventuellement la sensibilité des documents au regard de la souveraineté économique française. Le SISSE remet à l'entreprise un avis spécifique sur sa situation, traduit en anglais, qui pourra être remis à l'autorité étrangère si l'entreprise le nécessite.

[GUIDE À USAGE DES ENTREPRISES](#)

ACCOMPAGNEMENT / CONSEIL

- **Diagnostics financiers OPALE**

La Banque de France propose deux formules, entièrement gratuites, d'aide à la gestion et à la décision pour leur entreprise au travers de son offre de diagnostic économique et financier OPALE (Outil de Positionnement en Ligne des Entreprises). OPALE Analyse permet de mesurer et de comparer les performances de l'entreprise, identifier les points forts et de découvrir le potentiel d'amélioration. OPALE Simulation apporte une aide à la décision, évalue les impacts financiers des projets et fait des projections selon les différents scénarios. [Présentation d'OPALE \(banque-france.fr\)](#)

- **Pays de la Loire Conseil** : dans un environnement économique en mutation, la Région Pays de la Loire aide les TPE et PME à recourir à une expertise de conseil extérieure dans leur prise de décision en termes de croissance et/ou de repositionnement. Les thématiques d'études éligibles sont les suivantes : transition numérique, cybersécurité, stratégie de levée de fonds, ressources humaines dans une étape clé de la vie de l'entreprise, responsabilité sociétale des entreprises (RSE), analyse stratégique, faisabilité économique des projets (tourisme et ESS), stratégie touristique territoriale. Le soutien régional prend la forme d'une subvention d'une intensité d'aide maximale de 30 % du montant HT des coûts admissibles, plafonnée à 15 000 € : [informations et candidature](#).

- **Médiation des entreprises** : mobilisable pour régler à l'amiable un litige (ex : retard de paiement, services ou marchandises non conformes...) avec une autre entreprise ou un donneur d'ordre public. Elle est gratuite et menée avec une stricte obligation de confidentialité. Pour la mobiliser : [voir](#)

- **Médiateur de l'énergie** : voir Partie Focus Energie.

- **Accélérateur DINAMIC+** : propose aux entreprises un accompagnement individuel et collectif via des journées de conseil, de formation et de mise en réseau, pour une durée d'un an ou de six mois. Les entreprises fragilisées peuvent faire appel au parcours BOOSTER (payant mais partiellement pris en charge par des fonds publics) pour répondre rapidement à leur préoccupation de consolidation de leur situation financière. Sept autres parcours conseil permettent aux entreprises de :

- Performance interne : améliorer ses processus et son organisation
- Développement commercial : déployer une stratégie commerciale efficace
- Design & Marketing de l'offre : créer l'offre rêvée par ses clients
- Industrie du futur : accélérer sa transformation numérique et technologique
- Performance interne Qualité : préparer l'obtention de sa certification
- Transmission : préparer une transmission réussie pour son entreprise
- RSE & Climat : embarquer avec ses équipes dans un projet d'entreprise responsable

Pour en savoir plus sur le dispositif : <https://www.dinamicplus.fr/> . Voir Partie 3 : Contacts par département.

- L'initiative France Num pour la transformation numérique**

L'initiative France Num a pour objectif de vous accompagner dans votre transformation numérique pour développer votre activité au moyen du numérique plutôt pour les PE/PME. Le site internet <https://www.francenum.gouv.fr/> permet :

 - de consulter des témoignages et des retours d'expérience d'entrepreneurs qui ont intégré le numérique dans leur activité, ce qui leur a permis de développer leur chiffre d'affaires,
 - de sélectionner des ressources pratiques pour comprendre les enjeux ou mettre en œuvre des outils numériques, d'être alerté sur l'actualité des dispositifs nationaux et régionaux dédiés à la transformation numérique,
 - de trouver une formation ou un accompagnement gratuit financé par France Num,
 - de trouver un expert numérique proche de chez vous,
 - de connaître les partenaires de l'initiative,
 - de parcourir les offres de financement dédiées à la transformation numérique.
- Collectif régional DIVA**

Le collectif régional DIVA présent sur les 5 départements des PDL propose un accompagnement des entreprises de toute taille qui veulent progresser dans leur transformation numérique et intégrer des enjeux liés à la gestion des données et à l'intelligence artificielle. Concrètement, les entreprises peuvent s'adresser à l'une des 13 structures régionales expertes membre du collectif DIVA pour réaliser un diagnostic de maturité, être accompagnées dans la mise en œuvre de projets et dans la recherche de financement, bénéficier d'un appui dans leur montée en compétence et accéder à des coopérations locales ou au niveau européen. Pour en savoir plus : <https://www.diva-dih.eu/>
- Dispositif HELP pour les travailleurs indépendants**

Pour les travailleurs indépendants et chefs d'entreprise qui rencontrent des difficultés majeures, les organismes de Sécurité sociale - Urssaf, Caf, Cnam, Carsat - proposent un accompagnement individualisé, coordonné et accéléré pour apporter des réponses concrètes sur le champ de la santé, des prestations sociales et du recouvrement, tout en maintenant une confidentialité sur le dossier. [Lien](#).
- Aide à la rédaction de l'accord d'intéressement**

En 2020, l'Urssaf a lancé en collaboration avec les ministères de l'Économie et du Travail un outil d'aide à la rédaction et à la conclusion d'un accord d'intéressement pour les entreprises. Le site permet notamment de générer un calendrier, de calculer facilement l'intéressement grâce à des formules simplifiées, de générer grâce au module d'aide un accord ou une décision unilatérale prêts à signer au format PDF (« accord libre ») personnalisé et d'accéder à des informations fiables et mises à jour. Jusqu'ici, une fois conçus sur le site et déposés sur la plateforme du ministère du travail, le, les accords étaient soumis à une procédure d'examen préalable. Depuis février 2023, à partir du parcours prévalidé, cette étape est supprimée. Dès le dépôt de l'accord, les exonérations sont acquises.

Dans le cadre de la Semaine épargne salariale du 27 au 31 mars 2023, un webinaire a été proposé le 28 mars à destination des PME pour expliquer la démarche de création d'un accord d'intéressement via le site « moninterressement.fr » et la rediffusion de cette conférence depuis la chaîne YouTube « [L'Actu des Urssaf](#) ».
- Diagnostic Amorçage industriel**

Il s'agit d'un accompagnement sur mesure qui a pour objectif d'aider l'entreprise à définir une stratégie d'industrialisation, évaluer les possibilités de localisation, d'achats et de sourcing, ainsi que déployer les étapes préliminaires au lancement. Startups et PME

industrielles immatriculées en France (<250 salariés). 10000€ HT pris en charge à 80% par BPI France. [Diagnostic Amorçage Industriel \(bpifrance.fr\)](https://www.bpifrance.fr)

Les dispositifs de conseil/accompagnement spécifiques [au secteur automobile Lien](#) :

- **Dispositifs d'accompagnement CASH** : accompagnent des PME et ETI fragiles de la filière (ou en lien avec) à la gestion de la trésorerie par le co-financement d'une prestation de conseil (reste à charge d'uniquement 4.8K€ TTC / module de 10j à 2-3 mois de prestations). Contact : françois.pohier@bpifrance.fr
- **Dispositifs d'accompagnement SPOT** : accompagnent des PME, ETI et filiale de grands groupes de la filière automobile dans leurs démarches de transformation également par le co-financement de prestation de conseil (reste à charge de 4.8K€ TTC / module de 10j à 2-3 mois de prestations). Contact : françois.pohier@bpifrance.fr

AIDES FINANCIERES LIEES A L'EXPLOITATION

➤ En réponse à la crise de l'énergie

Voir Partie Focus Energie

➤ En réponse à la crise grippe aviaire

L'État a déployé des dispositifs d'indemnisation inédits pour l'ensemble des maillons des filières volailles pour soutenir les filières durement touchées par l'épizootie d'influenza aviaire :

- **Indemnisation exceptionnelle** des vides sanitaires pendant la période entre le 26 novembre 2021 et le 15 septembre 2022 inclus (dite période post-restriction sanitaire I3) : indemnisation à hauteur de 50 % des pertes post-restrictions sanitaires. Les demandes sont à déposer du 2 au 30 juin 2023 à 14h sur la plateforme en ligne de FranceAgriMer. [Lien](#)
- **Dispositif d'avance** pour la nouvelle période de restrictions sanitaire après le 15 septembre 2022 : le dispositif est ouvert du 17/07/2023 au 15/09/2023 sur le site de FranceAgriMer. [Lien](#).
- **Modalités de report des cotisations et contributions sociales MSA**
Les employeurs et les non-salariés agricoles touchés par la deuxième vague de l'épidémie d'influenza aviaire et qui rencontrent des difficultés financières du fait de cette crise peuvent exceptionnellement bénéficier du report de paiement de leurs cotisations et contributions sociales 2023. [Lien](#).

➤ En réponse à la crise de l'agriculture biologique

• Plan de soutien à l'agriculture biologique

Le premier fonds d'urgence de 10M€ au niveau national est en cours de paiement auprès des agriculteurs retenus. Un nouvel appel est lancé du 16/08/2023 au 20/09/2023 à 14h par France Agrimer pour les 60 M€ annoncés par le ministre pour la filière. [Lien Communiqué de presse 07/08/2023](#). L'aide est fondée sur la prise en charge d'une partie de la baisse d'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) de l'exploitation spécialisée en Agriculture Biologique au regard de la période visée. Accès au Téléservice pour effectuer la demande : [Lien](#).

➤ En réponse à la situation financière de la filière viticole

- **Mise en place d'une task-force nationale pour les entreprises viticoles** dont la situation financière est fortement compromise par le contexte inflationniste lié à la guerre en Ukraine (aggravation de la trésorerie et mise en difficulté des remboursements des emprunts bancaires, notamment souscrits suite à la crise de la Covid-19 ou à la guerre en Ukraine). Cette task-force nationale est opérationnelle via ce lien : taskforce.viti@agriculture.gouv.fr. La mission de cette task force consiste à répertorier, avec l'aide des organisations professionnelles viticoles, les entreprises concernées qui auraient des difficultés de trésorerie majeures pour les accompagner et les orienter vers les solutions les plus adaptées (médiation du crédit, procédures préventives amiables, rééchelonnement des prêts garantis par l'Etat).

AIDES LIÉES AU FINANCEMENT – FONDS PROPRES ET QUASI-FONDS PROPRES

➤ Les fonds d'investissement et outils soutenus par l'Etat

Le gouvernement incite les entreprises à renforcer les fonds propres ou les quasi-fonds propres.

- **Prêts Participatifs Relance (PPR)** constitue un levier de financement long entre les fonds propres et la dette. Distribué par les établissements de crédit jusqu'au 31 décembre 2023, le PPR permet de financer, dans la durée, des opérations d'investissement (qu'il s'agisse de renforcement et de modernisation de l'outil de production ou d'investissement en R&D) ainsi que des projets de développement (transition numérique ou énergétique, développement commercial en France ou à l'international, opportunités de croissance externe). Sont éligibles les petites et moyennes entreprises (PME) ou des entreprises de taille intermédiaire (ETI) viables, immatriculées en France, qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 2M€, ayant des perspectives de développement, mais dont la structure de bilan a été affaiblie par la crise. Contact : Vos interlocuteurs bancaires. [Lien](#). [FAQ](#).
- **Obligations Relance (OR)**, instrument de financement long terme exceptionnel (8 ans), cumulable sous conditions au PPR. Ce financement, compris entre 2 M€ et 100 M€ est destiné à toute PME et ETI, viable et dynamique, immatriculée en France, en recherche de renforcement de leur situation financière. Elles sont distribuées jusqu'au 31 décembre 2023 par 7 sociétés de gestion de portefeuille habilitées. Contact : Vos interlocuteurs bancaires. [Lien](#).

A noter : les prêts participatifs Relance et les obligations Relance sont cumulables.

➤ Les fonds d'investissement et outils par filière

Il est aussi possible de bénéficier du soutien des fonds d'investissement par filière (aéronautique, automobile, tourisme : voir ci-dessous, partie Projet d'investissement).

Automobile

- **Fonds d'avenir automobile (FAA 2)**. Le Fonds Avenir Automobile 2 va s'étaler sur une période de 15 ans afin de pouvoir répondre à long terme aux enjeux de la filière. 80 % du Fonds, soit 420 millions d'euros seront investis dans environ une quinzaine de groupe sous-traitants, tandis que les 20 % restant seront investis en « fonds de fonds » (investissements privés et complémentaire au FAA 2). Ce sont les entreprises porteuses de nouvelles technologies qui bénéficieront de l'enveloppe principale, mais également celles qui ont

souffert des conséquences économiques brutales de la crise sanitaire, avec des enveloppes allant de 3 à 50 millions d'euros investis en fonds propres ou quasi-fonds propres. C'est un véritable dialogue stratégique avec les dirigeants qui va s'engager à travers ce fonds de soutien qui jouera un rôle actif dans l'accompagnement et la [gouvernance](#) des sociétés concernées.. [Lien](#).

Contacts : nicolas.treuil@dreets.gouv.fr

Aéronautique

- **Fonds d'investissement aéronautique Ace Aéro Partenaires** : apporte un soutien en fonds propres aux projets permettant de préserver les savoir-faire critiques ou d'améliorer la compétitivité des PME et ETI. [Lien](#).
Fonds géré par Ace Management ([contact](#)). Contacts en Pays de Loire : amine.benzidir@dreets.gouv.fr

Nucléaire

- **Fonds France Nucléaire**. Le fonds d'investissement « Fonds France Nucléaire (FFN) », doté au total de 200 M€ par l'Etat et EDF et géré par la société Siparex, permet de soutenir en fonds propres les PME et les ETI sensibles de la filière nucléaire et d'accompagner leur croissance. Le fonds intervient en position minoritaire, de manière autonome ou en co-investissement, et bénéficie de l'expertise des acteurs clefs de la filière nucléaire. [Lien](#).
Contact : [Siparex](#)

Tourisme

- **Fonds Avenir Soutien Tourisme (FAST)** : co-abondé par la Région des Pays de la Loire, il offre une solution de financement en quasi-fonds propres (Obligations Convertibles) mobilisables dans des délais courts, de 50k€ à 400k€. Finance à la fois un redéploiement pour les entreprises frappées par le covid, et des projets de développement et de transformation (digitale, écologique...) (SA ou SAS au CA de min 0,5M€, EBITDA positif pre 2020). [Lien](#). Contact : [BPI France](#)
- **Fonds France Investissement Tourisme (FIT 2)** : offre également une solution de financement en fonds propres ou quasi-fonds propres mobilisables dans des délais courts. Tickets : 400k€ - 7000k€ (SA ou SAS au CA de min 1M€, EBITDA positif pre 2020). [Lien](#).
Contact : [BPI France](#)
- **Foncière du tourisme Pays de la Loire**, permet aux entreprises du tourisme propriétaires de leurs murs de dégager de la trésorerie en les cédant à la foncière, qui opère une rénovation énergétique et donne ensuite une option de rachat. [Lien](#). Contact : Solution and co.
- **Pays de la Loire Investissement touristique (PLIT)** : il permet d'accélérer le soutien de la Région des Pays de la Loire, aux porteurs de projets touristiques par un dispositif unique, souple, permettant une adaptation du soutien régional à la typologie de chaque projet, à son impact en termes d'emplois et à son attractivité, privilégiant une intervention régionale sous forme de prêts pour un meilleur effet levier et un meilleur « recyclage » des soutiens publics. [Lien](#). Contact : tourisme@paysdelaloire.fr

➤ **Les fonds d'investissement et outils régionaux**

Le Conseil régional Pays de la Loire abonde les fonds suivants (voir lien sur le site de <http://www.plp-participations.fr>) :

- **Fonds « Pays de la Loire Croissance 2 »**
Il cible l'accompagnement des entreprises industrielles et services à l'industrie (prioritairement les PME et quelques ETI) en situation de sous-performance économique temporaire sur des tickets de 500 K€ à 2.5M€. Opérateur : Siparex. [Fiche](#). Contact : Gaël TRELOHAN - 02 28 20 63 10.
- **Fonds Yotta Smart Industry**
Fonds dédié aux PME industrielles ou de services à l'industrie qui placent l'Industrie 4.0 au cœur de leur stratégie de développement. Le fonds vise particulièrement les PME françaises rentables qui cherchent à : optimiser les processus de production ; économiser les ressources (et notamment réduire leur empreinte carbone) ou à proposer de nouvelles offres : personnalisation, services... Ces financements sont compris entre 1 M€ et 10 M€. Contact : Gaël TRELOHAN - 02 28 20 63 10
- **Fonds OV4**
Fonds dédié aux investissements dans des sociétés du Grand Ouest agissant dans les secteurs de la santé (hors biotech), de l'écotechnologie, ou du Digital. Ayant déjà démontré un premier succès commercial sur leur secteur, elles souhaitent accélérer leur croissance par l'innovation ou par un déploiement à l'international. Tickets d'investissement de 1 à 5 M€. Contact : Gaël TRELOHAN - 02 28 20 63 10
- **Pays de la Loire Relance (PLR)**
Un dispositif pour financer les projets de croissance des PME "in bonis" avant la crise sanitaire et dont la relance d'activité est pénalisée par un endettement trop lourd rendant l'obtention de nouveaux financements difficile. Doté de 9,1M€ dont 51 % la Région, 5 % la CCIR et 44 % de fonds bancaires, Pays de la Loire Relance cible les PME de taille plus petite et notamment les PME familiales, dont l'endettement est important et pour lesquelles le maintien de l'implication des banques partenaires vers de nouveaux emprunts nécessite de renforcer leur capital, pour des montants de 100 à 300 K€. PLR, dans son fonctionnement, propose une approche innovante et inédite puisque les conditions de sortie sont définies et connues du dirigeant de l'entreprise, dès l'entrée au capital. [Lien](#)
Contact : Gaël TRELOHAN - 02 28 20 63 10.
- **Fonds GOCA 3**
Fonds multirégional pour financer l'amorçage, majoritairement deeptech. Positionné sur la transition énergétique, la transition numérique et également sur le secteur de la santé. Tickets d'investissement moyens de 2-2,5 M€ avec un maximum à 7 M€. Contact : Gaël TRELOHAN - 02 28 20 63 10

AIDES LIEES AU FINANCEMENT – PRETS ET GARANTIE

➤ [Financements Moyen/Long Termes généraux](#)

- **Prêts garantis par l'Etat (PGE) « Résilience »**
Par [arrêté du 30 décembre 2023](#) portant modification à l'arrêté du 23 mars 2020, le dispositif PGE « résilience » est prorogé jusqu'au 31/12/2023. Les entreprises fortement pénalisées par les conséquences économiques du conflit en Ukraine pourront bénéficier, à compter de la publication de l'arrêté, d'un « PGE Résilience », couvrant jusqu'à 15% de leur chiffre d'affaires annuel moyen au cours des trois dernières années, pour faire face à leurs éventuelles difficultés de trésorerie. Contacts : établissements bancaires. [FAQ PGE du 25 janvier 2023](#).

- **Fonds de développement économique et social (FDES)**, qui permet, via l'intervention du CODEFI (voir Partie 3 : Appui et contacts) d'accéder à des prêts participatifs (quasi-fonds propres) pour compléter un tour de table financier.

- **Prêt Croissance Industrie (sans sûreté)**

Le prêt destiné aux entreprises qui souhaitent réaliser un programme d'investissement à fort impact économique, qui sera créateur d'emplois (PME) et/ou (ETI) indépendantes (jusqu'à 5 000 salariés). Opéré par Bpifrance, ce prêt est particulièrement adapté au financement du besoin en fonds de roulement, qui naît des difficultés d'approvisionnement. Il s'agit d'un prêt à taux fixe, d'un montant compris entre 500 000 et 5 millions d'euros, dans la limite des fonds propres et quasi-fonds propres de votre entreprise. La durée du prêt est fixée à 7 ans (jusqu'à 10 ans pour les bénéficiaires du secteur industriel), dont 24 mois de différé d'amortissement en capital. [Lien](#).

Dans le cadre du plan de résilience, il est prévu que ce prêt sera ouvert aux entreprises du BTP ([voir les annonces du plan de résilience](#)).

- **Prêt Croissance Relance (sans sûreté)**

Il s'agit de financer les investissements immatériels, les investissements corporels à faible valeur de gage, l'augmentation du besoin en fonds de roulement liée à la mise en œuvre du programme ainsi que les opérations de croissance externe. Au bénéfice des TPE, PME et ETI indépendantes de +3 ans d'existence, tout secteur d'activité. Montant minimum : 50 000 euros à 5 000 000 euros. 2 à 10 ans, avec un différé d'amortissement en capital de 2 ans maximum. Aucune sûreté sur les actifs de la société, ni sur le patrimoine du dirigeant. [Lien](#).

- **Prêt Croissance TPE/PME**

Le Prêt croissance mis en œuvre par Bpifrance et abondé par la Région des Pays de la Loire permet de financer les investissements immatériels et l'augmentation du besoin en fonds de roulement dans le cadre d'un programme global de développement. Il s'agit d'un prêt participatif compris entre 10 000 € et 50 000 € pour une durée de 5 ans qui doit obligatoirement être adossé à un autre financement privé de type bancaire et qui bénéficie d'un différé d'amortissement du capital de 12 mois et d'un taux préférentiel. Les bénéficiaires sont les TPE et PME de 3 et 50 salariés, de plus de 3 ans. Interlocuteur : Bpifrance.

- **Prêt Pays de la Loire Prêt Entreprise**

Directement attribué par la Région, soutien rapide, sur mesure et suffisamment important (fourchette de 50 000 à 2 000 000 €, à un taux TEG de 3,3 % sans garantie ni coûts additionnels) pour créer un effet levier substantiel sur des financements privés. Le remboursement peut être très différé (jusqu'à 3 ans). Adapté aux projets d'entreprises structurants, notamment dans l'industrie, l'artisanat de production, les services qualifiés à l'industrie et le tourisme, qui nécessitent de s'inscrire dans la durée. Il prend la forme d'un prêt de trésorerie sur mesure, non affecté et sans aucune garantie, réaménageable en cas de besoin. [Lien](#) et contact : poleindustrie@paysdelaloire.fr

- **Médiation du crédit pour le rééchelonnement des crédits bancaires**

Les banques se sont engagées à examiner favorablement et de manière personnalisée les moratoires ou les reports d'échéances nécessaires pour les entreprises subissant toujours des restrictions d'activité. Les entreprises concernées peuvent mobiliser la médiation du crédit en cas de difficultés. [Lien](#).

En cas de refus de PGE, la médiation du crédit ([voir](#)) assurée par la Banque de France, prend le relais. En cas d'échec, si l'entreprise justifie de perspectives réelles de redressement de

l'exploitation et ne fait pas l'objet de l'une des procédures collectives d'insolvabilité, il est possible d'obtenir, côté Etat ([Lien](#)) :

- Pour les petites et moyennes entreprises (hors micro-entreprises) et les entreprises de taille intermédiaires (ETI) : Dans le cadre du plan de résilience, les **prêts bonifiés de l'État** pourront être accordés jusqu'au 31 décembre 2023 depuis le [décret du 21 décembre 2022](#) modifiant le décret du 12 juin 2020. Le barème des taux a été modifié par [arrêté du 22 décembre 2022](#).

➤ **Financements Court Termes généraux**

- **Prêt Avance +** : Pour toutes les entreprises : avances de trésorerie par la mobilisation de créances commerciales liées aux commandes et marchés d'acheteurs publics et privés agréés par BPIFrance. A partir de 100k€ pour une durée d'un an renouvelable. [Lien](#).

Pour les entreprises exportatrices, le gouvernement a mis en place 4 mesures phares :

- **BPIFrance Assurance Export** : les dispositifs caution / préfinancement et assurance prospection sont repassés à la normale depuis début 2022. [Lien](#).
- **Assurance-prospection** : Elle est versée sous forme d'une avance et son remboursement est composé d'un remboursement forfaitaire minimum de 30% puis d'un remboursement complémentaire sur la base du chiffre d'affaires réalisé dans les pays visés ou pris en charge par l'Etat si le succès n'est pas avéré. L'Assurance Prospection prend en charge une partie des frais de prospection engagés par l'entreprise qui n'ont pu être amortis par un niveau suffisant de ventes sur la zone géographique couverte. ([Lien](#)).
- **Garantie Cap Francexport (Garantie « complémentaire »)** dans le cas où l'assureur-crédit souhaite se désengager partiellement d'une opération, l'Etat peut réassurer jusqu'au double de la garantie dite « primaire » qui est la garantie émise par l'assureur-crédit privé. En d'autres termes, l'Etat prend en charge jusqu'au 2/3 tiers des risques de l'opération. L'entreprise assurée bénéficie de la quotité garantie fixée par l'assureur-crédit privé au titre de la garantie primaire, et qui peut atteindre 90%. La garantie est octroyée conformément à l'arbitrage fait par l'assureur-crédit privé sur sa garantie primaire.
- **Garantie Cap Francexport + (Garantie « intégrale »)** : dans le cas où l'assureur-crédit privé souhaite se désengager totalement d'une opération, l'Etat peut réassurer intégralement l'assureur-privé, à l'exception d'une part résiduelle minimale qui reste à la charge des assureurs-crédit privés (5%). L'entreprise assurée bénéficie d'une quotité garantie de 80 %. La garantie est octroyée après arbitrage par l'assureur-privé, avec des plafonds en fonction de la catégorie de risque (500 000€ pour un acheteur dont le risque est moyen et 250 000€ pour un acheteur dont le risque est plus élevé avec possibilité d'obtenir des dérogations). [Lien](#).
- **Garantie des Lignes de Cautions Export (GLCE)** : Garantie les engagements par signature liés aux contrats passés à l'International. Les concours peuvent prendre la forme de cautions et garanties à 1ère demande délivrées par les banques dans le cadre d'un marché. La part française doit être supérieure ou égale à 20%. Le montant maximum des GLCE pouvant être garanti par entreprise et ou groupe d'entreprise est limité au maximum à 1 M€ en montant de cautions ou de ligne de cautions. Plafond de risque : 1,5 M € sur une même entreprise ou groupe d'entreprises au titre du Fonds Court Terme. Conditions financières : Garantie de Lignes de Cautions Export (GLCE) : Quotité 60%. Crédits documentaires et crédits stand-by : Quotité 60%.

Le Conseil régional Pays de la Loire ajoute le soutien financier suivant :

- **Performance Export Pays de la Loire** : une TPE/PME peut bénéficier du soutien financier de la Région Pays de la Loire pour leur développement international grâce à une prise en charge à hauteur de 40% du montant total HT des dépenses éligibles sous forme de subventions régionales, une fois l'éligibilité confirmée. Le plafond de la subvention est de 7 000 € par an (pour un plafond maximum de 17 500 € HT de dépenses éligibles) dédié à couvrir des dépenses export telles que : participation à un salon professionnel à l'étranger, à une mission de prospection commerciale à l'étranger, à des salons digitaux à dimension internationale, prestation de conseil en stratégie internationale ou en structuration interne de l'entreprise pour son développement international, études et informations marchés, frais de communication et de traduction. Le dispositif s'applique aux entreprises éligibles pour un accompagnement financier pendant une période de 24 mois, dans la limite de 3 demandes par période de 12 mois. Pour en savoir plus sur le dispositif [cliquez ICI](#).

➤ **Dispositifs de garantie généraux**

- **Garantie de prêt France Num**
A l'initiative de la Direction générale des Entreprises, et opérée par Bpifrance, la garantie de prêt France Num permet aux TPE et PME de plus de 3 ans et de moins de 50 salariés d'obtenir plus facilement un prêt auprès des banques commercialisatrices, dont le montant est compris entre 5 000 et 50 000 euros, pour financer leurs projets de transformation numérique. Ces prêts se font sur une durée de 3 à 5 ans, avec un différé d'amortissement de 6 à 12 mois. Cette garantie couvre 80% des coûts de garantie des prêts, au moyen d'un fond financé par le Programme d'investissements d'avenir et d'une contre-garantie du Fonds européen d'investissement.
Pour en savoir plus : [Site France Num](#) et [fiche produit de Bpifrance](#).
- **Garantie du développement des PME et TPE** : Garantie de 60 à 70 % du concours bancaire (Lien).
- **Fonds de garantie du renforcement de la trésorerie** : a pour vocation de garantir les opérations de renforcement de la structure financière des TPE et PME, par octroi de nouveaux concours bancaires ou par consolidation à moyen terme des concours bancaires à court terme. Sont éligibles les crédits dont la durée normale est comprise entre 2 et 7 ans, et qui ont pour objet de : Financer l'augmentation du besoin en fonds de roulement (BFR) ou Consolider les crédits à court terme existants. 50 % à 70 %, selon les conditions. Plafond de risques maximum (encours toutes banques confondues): 1,5 million d'euros sur une même entreprise ou groupe d'entreprises (en consolidé). Lien.
- **Fonds « Pays de la Loire garantie »**
Le fonds Pays de la Loire garantie, dont la gestion est confiée à Bpifrance permet aux TPE/PME ligériennes de bénéficier d'une garantie d'emprunt jusqu'à 80 %, à parité entre la Région et Bpifrance, et dans la limite de 3 millions d'euros de garantie par prêt. Ces garanties bénéficient aux TPE, PME ainsi qu'aux exploitations agricoles réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 750 K€. Interlocuteur : Bpifrance. [Lien](#).
- **Fonds Régional de Garantie « Artisanat Commerce Agriculture »**
Le Fonds régional de garantie Artisanat Commerce Agriculture peut être mobilisé dans le cadre des programmes financés en artisanat et commerce (jusqu'à 300 K€) et en agriculture (jusqu'à 200 K€). Afin de faciliter l'obtention de prêts auprès des réseaux bancaires, le conseil régional Pays de Loire et la SIAGI, garantissent à part égale jusqu'à 70 % du montant du prêt bancaire. Ces garanties bénéficient aux entreprises artisanales,

commerciales et agricoles, quelle que soit leur forme juridique et exerçant l'essentiel de leur activité en région Pays de la Loire. Interlocuteur : SIAGI. [Lien](#)

➤ **Financements bas de bilan spécifiques**

Start-ups

Pour les start-ups ne pouvant accéder au PGE (plan soutien entreprise technologique – [Lien](#)) :

- **Offre de prêts, pour les start-ups prometteuses** ayant conjoncturellement le statut d'entreprise en difficulté et ne pouvant accéder au prêt garanti par l'Etat (PGE), distribuée par Bpifrance (Prêt Soutien Innovation, prêt Renforcement de la Trésorerie – Coronavirus). [Contacts ici](#), [fiche](#)

Tourisme

Le gouvernement a créé un plan tourisme pour les entreprises de café, hôtellerie, sport, événementiel, culture.. [Lien](#) :

- **Prêt Tourisme** : de 50 K€ à 2 M€ pour les TPE, PME, ETI (Bpifrance et Banque des territoires, voir guichet unique)
- **Prêt « saison »** : même fonctionnement que le Prêt garanti par l'Etat (PGE) traditionnel (voir plus haut), mais plafond calculé comme la somme des 3 meilleurs mois du dernier exercice clos (jusqu'à 80% du chiffre d'affaires pour une entreprise très saisonnière).
- **Plan « Destination France »**
Présenté le 20 novembre 2021 par le Premier Ministre, le plan Destination France a pour ambition de conforter la France comme première destination touristique mondiale et d'en faire la première destination de tourisme durable, grâce à un secteur porteur d'excellence, de croissance et d'emploi. [Lien](#).

DISPOSITIFS FISCAUX ET SOCIAUX

➤ **Dispositifs classiques**

- **Traitement unifié des créances publiques fiscales et sociales auprès de la Commission départementale des chefs de services financiers (CCSF) :**
Possibilité d'octroyer de façon exceptionnelle des plans d'apurement d'une durée maximale de 48 mois. [Lien](#).
- **Délai de paiement des échéances sociales URSSAF :**
Pour les comptes employeurs :
L'accompagnement des entreprises continue d'être une préoccupation importante de l'URSSAF. Après avoir proposé des plans d'apurement aux cotisants en difficultés pendant la crise COVID, elle reprend aujourd'hui des actions de recouvrement amiables et forcées. Pour les entreprises rencontrant des difficultés, l'URSSAF propose un accompagnement et des solutions adaptées.
Pour toute demande d'étalement de paiement : [DP-Demande-delaiss.pdf \(urssaf.fr\)](#)
Pour rappel : 2 conditions sont nécessaires pour bénéficier d'un délai de paiement :
-Avoir effectué et transmis ses déclarations à l'URSSAF
-Avoir réglé la totalité de la part salariale des cotisations restant dues, y compris sur la période COVID pour tous les employeurs qui ne bénéficient pas déjà d'un accord de plan d'apurement.

Toutes les situations seront étudiées par l'URSSAF, n'hésitez pas à prendre contact directement sur votre espace personnel en ligne.

Pour les comptes travailleurs indépendants (commerçants, artisans, professions libérales) : L'URSSAF a mis en œuvre les mesures gouvernementales pendant la crise sanitaire, telles que les reports d'échéances et les propositions de plans d'apurement. Aujourd'hui, il est possible de demander à l'URSSAF, un délai de paiement qui pourra être accordé jusqu'à 24 mois sous certaines conditions. De façon exceptionnelle, dans des situations particulières et justifiées des délais pourront être ajustés.

- **Accompagnement MSA**

Pour les entreprises agricoles et les exploitants agricoles: en cas de difficultés de trésorerie, la MSA a mis en place des solutions pour soutenir et accompagner les chefs d'exploitation et d'entreprise agricole qui rencontrent des difficultés pour régler leurs cotisations. [Soutien aux agriculteurs](#).

Contacts : MSA de Maine et Loire: gestionentreprises.blf@msa49.msa.fr, MSA Loire-Atlantique Vendée: recouvrement.blf@msa44-85.msa.fr, MSA Mayenne-Orne-Sarthe : recouvrement@mayenne-orne-sarthe.msa.fr.

- **Délai de paiement des échéances fiscales (impôts directs) [Lien](#) :**

Votre service des impôts des entreprises (SIE) demeure votre interlocuteur privilégié : en cas de difficulté, il peut vous accorder au cas par cas des délais de paiement de vos impôts directs (hors TVA et prélèvements à la source). <https://www.impots.gouv.fr/portail/>

- **Avance de fonds sur le Crédit d'impôt Recherche (CIR) Bpifrance ([voir](#)) :** 80% de la créance (minimum de 30 000€), pour les ETI et les grandes entreprises assujetties à l'impôt sur les sociétés.

PARTIE 3 : APPUI ET CONTACTS

- Pour la partie emploi :

- DREETS Pays de la Loire, Service Mutations économiques et développement des compétences ; cristine.aubertin@dreets.gouv.fr

- Pour les projets d'investissements industriels :

- DREETS Pays de la Loire, Service Economique de l'Etat en région, **référént unique à l'investissement (RUI)** : franck.rambaud@dreets.gouv.fr
- **Solutions&co**, agence de développement économique des Pays de Loire. [Contacts](#)

- Pour les projets d'innovation :

- DREETS Pays de la Loire, **SEER** : jean-christophe.juin@dreets.gouv.fr
- **Conseil régional Pays-de-la-Loire** : solange.burgaud@paysdelaloire.fr

- Pour les projets d'exportation : L'accompagnement et l'information par les opérateurs de la **Team France Export [Lien](#)** (Bpifrance, Business France et les Chambres de commerce et d'industrie) **sont renforcés, notamment dans le cadre de la crise UKR/RUS: [Lien](#).**

- Pour faire face à des difficultés structurelles et/ou conjoncturelles :

- Un numéro d'appel unique pour les entreprises : **0 806 000 245**, mis en place avec les Urssaf et les services de la DGFIP. Il permet aux chefs d'entreprise d'être

orientés vers les solutions les plus adaptées à leurs problématiques : aides d'urgences, procédures, etc.

- **Conseiller départemental aux entreprises en difficulté** ([liste à jour 04/07/2023](#)). Point de contact privilégié destiné à accueillir et conseiller les entreprises en situation de fragilité financière. Cet interlocuteur de confiance respecte un strict cadre de confidentialité, notamment vis-à-vis du secret des affaires et du secret fiscal.
 - **Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises (CODEFI)** : rassemble les parties prenantes publiques susceptibles de proposer des solutions de trésorerie (accélérer le règlement de certaines créances, obtenir des délais sur les dettes fiscales ou sociales, proposer des aides financières...) [Liste des contacts](#)
 - **Commissaire aux restructurations et à la prévention des difficultés des entreprises (CRP) / DREETS** : en priorité pour les entreprises industrielles de plus de 50 salariés: jean-philippe.beaux@dreets.gouv.fr
 - **Correspondants TPE-PME de la Banque de France** : pour écouter, élaborer un diagnostic et orienter vers des interlocuteurs adaptés : numéro unique : 0 800 08 32 08 (appel et service gratuits), une adresse e-mail : tpmeXX@banque-france.fr (xx = n° du département)
 - **Délégué à l'Accompagnement des Reconversions Professionnelles (DARP)**, conseille les entreprises sur toutes les solutions et outils RH : recrutement, formation, transition professionnelle, restructuration sociale : frederique.gravoulet@dreets.gouv.fr (niveau régional). Contacts dans chaque département : [darp_contacts.pdf](#) (travail-emploi.gouv.fr)
 - **Réseau des interlocuteurs privilégiés en lien avec la Charte régionale pour la prévention et l'accompagnement des difficultés des entreprises** : [Liste v41 MAJ en août 2023](#)
- Contact concernant la crise russe/ukrainienne :
Des interlocuteurs de premier niveau via les CCI-CMA : contacts utiles : [portail unique à l'information des entreprises](#)
Pour les questions relatives aux sanctions économiques et financières, restrictions aux importations, soutien aux entreprises rencontrant des difficultés industrielles ou financières :
- Site pour contact utiles : [Lien](#). Pour le soutien aux entreprises, le Commissaire aux Restructurations et à la Prévention des difficultés des entreprises (CRP) des Pays de la Loire, est à votre écoute. Mél : jean-philippe.beaux@dreets.gouv.fr
 - Contact concernant la crise de l'énergie et concernant la sobriété énergétique : Voir Partie Focus Energie
 - Pour un accompagnement **Accélérateur DINAMIC+** des CCI départementales :
Loire-Atlantique : Corine MORICE Corinne.MORICE@44.cci.fr
Maine-et-Loire : (Angers) Laurence BOUTON Laurence.BOUTON@maineetloire.cci.fr ou Antoine DEVAUX Antoine.DEVAUX@maineetloire.cci.fr / (Cholet) Sophie Lainé Sophie.LAINE@maineetloire.cci.fr
Sarthe : Richard OTJACQUES Richard.OTJACQUES@lemans.cci.fr / **Josué GIRANDIER** josue.girandier@lemans.cci.fr
Mayenne : Jean-Luc GRESSIER (secteur industrie) Jean-Luc.GRESSIER@mayenne.cci.fr / Thomas LAMANDE-MORANT (hors industrie) Thomas.LAMANDE-MORANT@mayenne.cci.fr

Vendée : Sylvain DAGONET Sylvain.DAGONET@vendee.cci.fr / (hors industrie) Valérie MARTIN Valerie.MARTIN@vendee.cci.fr / (hors industrie) Laurence SAULNIER Laurence.SAULNIER@vendee.cci.fr

Pour toutes questions/remarques concernant la note partenariale, vous pouvez contacter la DREETS Pays-de-la-Loire (coordinateur : Jean-Luc DURAND, jean-luc.durand@dreets.gouv.fr).
